

LA FORGE

Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

Mensuel n° 609 - Septembre 2019

Prochaine parution : le 8 octobre 2019

2 €

Réchauffement climatique : système capitaliste responsable



G7 - Macron fait une « rentrée » diplomatique tonitruante
- « Sauver le climat » ou les intérêts de l'impérialisme français ? .. p. 3

"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !"

Il faut cibler les monopoles et l'Etat à leur service

La mise en scène du Macron écologiste n'a pas manqué d'allure, d'autant qu'elle s'est faite devant les chefs d'Etat et de gouvernement du G7 qui lui ont laissé la vedette sur ce terrain. Il est également parti en guerre médiatique internationale contre un des dirigeants actuels les plus exécrables, Bolsonaro, en lui reprochant de déforester et de détruire la biodiversité en Amazonie, pour que l'agrobusiness produise plus de soja, alors que celui-ci se retrouve en grande quantité dans les aliments pour bétail en France. Il a prétendu parler au nom des peuples indigènes menacés, alors qu'une partie d'entre eux subissent la même politique de spoliation de leurs terres, de destruction de leur milieu de vie, au profit de projets miniers en Guyane. Macron promeut l'ingérence écologique internationale comme, avant lui, Kouchner avait contribué à banaliser « l'ingérence humanitaire », pour couvrir les guerres impérialistes.

Le président des riches et des patrons a sollicité quelques-uns des dirigeants des entreprises du CAC 40 pour leur demander de s'engager « pour la planète », un peu comme ils l'avaient fait pour « Notre-Dame ». C'est demander aux dirigeants des plus gros monopoles, financiers, industriels, commerciaux, principaux responsables des pollutions à grande échelle, des pillages de terres, de surproductions de tous types qui finissent toujours par des destructions massives de marchandises, qui auront préalablement fait des milliers de kilomètres, reliant les pays où les salaires sont les plus bas, les normes de production les plus rentables pour les patrons... de « faire un geste », en leur promettant qu'ils y gagneraient aussi, en nouvelles opportunités. Si certains peuvent être trompés et même gagnés par ce discours et cette apologie du « capitalisme vert », l'idée que c'est le « système » qui est le problème et qu'il ne peut être la solution, continue à faire sortir des milliers de manifestants dans les rues. Il faut y faire grandir la conscience que **c'est le système capitaliste impérialiste qui est responsable et que c'est lui qu'il faut combattre**. C'est le sens de notre slogan : « Réchauffement climatique : système capitaliste responsable. »

Opérations « déminage »

Si le thème de l'écologie a présidé au lancement de l'acte II du quinquennat, les contre-réformes en cours et celles qui sont annoncées sont autant de terrains de confrontations et de mobilisations sociales. A chaque fois qu'un ministre annonce la « sortie de crise », il se heurte à la détermination de celles et ceux qui se battent depuis des mois et qui ne se satisfont pas des tours de passe-passe qui prétendent répondre à leurs exigences, largement détaillées et justifiées, sans moyens financiers et humains supplémentaires. Ils n'acceptent plus d'entendre Macron parler « d'argent magique qui n'existe pas », alors qu'ils se battent

pour des moyens pour la santé, depuis les services des urgences jusqu'aux hôpitaux, mobilisés depuis des mois ; pour une école qui ne soit pas celle de la sélection sociale, pour le logement social et les transports publics et pas pour des « trains pour les riches », reliant Charles de Gaulle à Paris, et pas pour les projets d'immeubles de standing qui chassent les couches populaires des centres villes, pour le plus grand profit des monopoles du BTP, de l'immobilier... 51 milliards de dividendes ont été versés au deuxième trimestre 2019 aux actionnaires des grandes entreprises, en hausse par rapport à 2018. Ceux-là, pas question de les taxer !

Pour gagner du temps, pour laisser passer l'échéance des municipales, le gouvernement manœuvre et ne jure plus que par la « concertation », le débat avec les corps intermédiaires, et surtout, avec les citoyens. C'est une frénésie qui se réfère aux grandes – et longues – heures du débat national, avec Macron en bras de chemise ; mais cette fois, il demande à ses ministres, aux élus, à ses militants... d'y aller, pour montrer que le pouvoir est à l'écoute.

C'est sans doute comme cela qu'il pense pouvoir faire passer la réforme des retraites, en occupant syndicats, « société civile », pour éviter qu'un front d'opposition ne se construise. Il a déjà ressorti la carte de l'application différée de la réforme de quelques années, pour essayer de dissuader celles et ceux directement concernés, et qui sont encore au travail, de se mobiliser, de se mettre en grève. Comme si tout le monde avait déjà oublié les précédentes contre-réformes, présentées de la même façon, toujours pour « plus tard », et que l'arme de la division consistant à s'en prendre d'abord aux « régimes spéciaux » n'est qu'une manœuvre pour s'attaquer à toutes et tous, et que tout le monde y perd. Ne nous y trompons pas, Macron et son gouvernement parlent de renouer le dialogue, mais l'appareil de répression est en place, contre tous ceux qui sortent des limites fixées par ce « dialogue ». Le niveau de répression n'a pas baissé, bien au contraire, comme on l'a vu au moment du G7. La loi dite anti-casseur, permet d'interdire, d'arrêter, de condamner, ceux qui participent à un action non déclarée et non autorisée.

Dans ce contexte où les fronts de lutte existant ne désarment pas et où de nouvelles mobilisations vont se développer, il est important de travailler à faire grandir la conscience de la nécessité de s'en prendre au système capitaliste impérialiste, de donner un contenu à la dénonciation du « système ». Travaillons à remporter des victoires sur chacun des fronts de lutte, tout en œuvrant à l'unité entre les travailleurs, les masses populaires, pour, ensemble, créer les conditions d'une rupture révolutionnaire avec ce système. ★

Abonnez-vous pour 3 numéros gratuits

Pour cela, il vous suffit de remplir ce bon et de nous le renvoyer à notre adresse nationale ou de le remettre à un de nos militants.

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Adresse internet :

La Forge vous parviendra pendant trois mois gratuitement sous pli ouvert.

Tarifs d'abonnement pour la France

Pli ouvert (version papier) 26 €
 Version électronique (pdf) 26 €
 Pli fermé 32 €
 Abonnement avec soutien 35 €
 Chèque à l'ordre de : Société En Avant
 15 cité Popincourt - 75011 Paris

La Forge - Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

15 cité Popincourt - 75011 Paris - Tél/Fax 01 48 05 30 14 - www.pcof.net - enavant@club-internet.fr

Macron fait une « rentrée » diplomatique tonitruante

Très satisfait de sa prestation, il devait dire devant les ambassadeurs réunis le 27, que « *le G7 fut une formidable démonstration d'excellence de notre diplomatie* », une illustration grandeur nature de sa conception de la place et du rôle de la France, « *puissance d'équilibre* » dans un monde marqué par la confrontation USA-Chine et dans lequel il prétend refuser la place « *d'allié minoritaire* » pour avoir « *notre part du jeu pour peser* ».

Pour cela, il lui fallait d'abord faire la démonstration que le G7 se passerait sans être perturbé par des manifestations de protestation et que la page des violences de rue était tournée.

Pour cela, toute la région, des deux côtés de la frontière, a été placée sous très haute surveillance militaire et policière, pendant des semaines avant et pendant le sommet. Les arrestations « préventives » et les interpellations ont été très nombreuses, le confinement des manifestants dans des zones loin du sommet, les entraves au travail des journalistes qui voulaient couvrir le « contre-sommet » et les « opérations de désobéissance » ; les tirs de grenades, de LBD ont été systématiques contre tous ceux qui ont essayé de

déjouer le carcan policier. L'état de siège policier, largement médiatisé, qui avait pour but de dissuader le plus grand nombre de venir, n'a finalement pas empêché quelque 15 000 personnes de manifester le samedi, entre Irun et Hendaye.

Le deuxième souci de Macron était d'empêcher que Trump ne vienne ternir ce sommet par un dérapage dont il est coutumier. D'où la décision annoncée à l'avance, qu'il n'y aurait aucun texte soumis à signature, les nombreux gestes et déclarations évitant de critiquer les positions de l'administration Trump et mettant en avant les points d'accord. Cela c'est notamment traduit par les positions prises vis-à-vis de l'Iran, dont le ministre des affaires étrangères a été un des « invités surprise » de ce sommet. Passant totalement sous silence la responsabilité de l'impérialisme US dans la remise en cause de l'accord international sur le nucléaire iranien, Macron a formulé les « points d'accord » entre les « sept » : l'Iran n'aura jamais d'arme nucléaire et il lui est enjoint de ne pas mettre en danger « la sécurité et la paix » de la région. En contrepartie, il est demandé à Trump d'alléger les sanctions US contre les entre-

prises et les Etats qui veulent commercer avec l'Iran. Trump a pu ajouter qu'il était disposé à des négociations directes avec le régime iranien. Même convergence de vue sur la question de la Russie : Macron, qui a reçu Poutine le 19 août et qui avait déjà œuvré pour le retour de la Russie au sein du conseil européen, a annoncé qu'il est favorable à sa réintégration au sein du mécanisme des G7 - redevenant G8 - tout comme Trump qui organisera le sommet de 2020 aux USA.

Les autres participants à cette rencontre, placée sous le signe des échanges à géométrie variable, étaient, pour la quasi-totalité d'entre eux, principalement préoccupés par des questions « internes ». Merkel est sur le départ et la situation économique ne cesse de se dégrader en Allemagne qui subit notamment le contre-coup de la guerre commerciale, tarifaire et monétaire, que se livrent l'impérialisme US et l'impérialisme chinois. Le représentant italien n'a aucun « poids » sur le plan international, étant lui-même pris dans les péripéties de la politique intérieure de son pays. Le premier ministre canadien est en difficultés à quelques mois d'élections. Boris Johnson,

récemment nommé premier ministre par le parti conservateur divisé, est lancé dans un bras de fer autour d'un Brexit « dur » qui est loin de faire l'unanimité au Royaume-Uni. Sa décision de « geler » le parlement jusqu'à octobre (date de la sortie du Royaume-Uni de l'UE) provoque une vague de protestation qui le fragilise. Il n'y a guère que S. Abe, le premier ministre japonais, qui fasse exception.

Autrement dit, Macron a pu utiliser les faiblesses de ses homologues européens pour apparaître comme le leader de l'Europe et prendre la tête du « combat pour le climat », en se saisissant de la situation en Amazonie.

L'ordre du jour de ce sommet - la lutte contre les inégalités - a très vite été centré sur la question des incendies de forêt en Amazonie, sur fond de polémique entre Macron et Bolsonaro. Outre le fait que Macron a revendiqué la partie « française » de l'Amazonie, à travers la Guyane, il a surtout voulu se positionner en leader mondial de « la lutte pour sauver la planète », multipliant les appels à l'adresse des Etats, des monopoles, des ONG, des jeunes, de la société civile à venir le soutenir dans ce combat. ★

« Sauver le climat » ou les intérêts de l'impérialisme français ?

Si le G7 a été fortement marqué par l'activisme de Macron sur la question du climat, il ne faudrait pas perdre de vue que c'est en représentant des intérêts des monopoles et de l'impérialisme français qu'il agit. Cette vision impérialiste s'est déjà traduite dans la façon dont il a abordé la question de l'Amazonie. Bolsonaro est évidemment un réactionnaire, avec des conceptions fascistes et un mépris absolu pour les peuples indigènes. Il ne fait aucun doute qu'il est au service des grands propriétaires terriens et des magnats de l'agrobusiness, y compris du lobby du soja massivement importé en France ce qui en dit long sur l'hypocrisie de Macron quand il s'insurge contre la déforestation en Amazonie. Il n'en demeure pas moins que ce ne sont pas les porte-parole des puissances impérialistes, comme Macron, qui auraient une quelconque légitimité à parler au nom de l'humanité et à s'arroger le droit d'intervenir en Amazonie ou ailleurs - pour soi-disant défendre le climat. C'est une nouvelle version du « droit d'ingérence » - une sorte d'« ingérence climatique » -, aussi dangereuse que celle qui est brandie pour « justifier » les guerres impérialistes.

Le point chaud : le Sahel

La liste des invités de Macron à ce G7, les rencontres bilatérales, y compris avant le sommet, sont symptomatiques des priorités actuelles de l'impérialisme français : en premier lieu, renforcer la coopération militaire au Sahel, où la question de la lutte contre les groupes armés devient brûlante. C'est un « théâtre d'opération essentiel » pour les armées françaises.

Pour discuter de la situation au Sahel, Macron avait invité le président du Burkina, en grande difficulté dans son pays, et celui du Sénégal, sur qui il compte visiblement beaucoup. L'objectif : impliquer davantage les forces armées de tous les pays d'Afrique de l'Ouest, notamment ceux du Golfe de Guinée, notamment le Sénégal, restés, selon lui, trop « spectateurs », jusqu'au Tchad, chargé notamment de sécuriser la frontière avec le Soudan. Le bilan du G5 Sahel, lancé en 2015, est plus que mitigé : quasiment nul sur son volet économique régional, il n'a pas non plus réussi à mettre sur pied une force militaire régionale « opérationnelle ». En 2018, son quartier

général au Mali, à Sévaré, a été détruit par une opération des groupes djihadistes et la décision de l'installer à Bamako soulève une grande opposition de la population qui accuse les autorités maliennes et leur parrain français de l'utiliser « comme des boucliers humains ». S'agissant d'impliquer davantage les Etats de l'UE, sur le plan militaire et logistique, pour « les amener dans l'action militaire avec les forces maliennes », comme le disait le chef d'état-major Lecointre, le 14 juillet dernier, les volontaires se font rares. Macron a beau insister sur le poids de l'Afrique pour l'Europe, pour que celle-ci « continue de jouer tout son rôle dans les affaires du monde », il a du mal à en convaincre les Etats de l'UE. D'où l'insistance mise sur deux axes : accompagner les projets régionaux d'intégration et mettre davantage l'accent sur les coopérations et les partenariats bilatéraux, « comme l'a fait l'Allemagne ces quinze dernières années ». Parmi les projets régionaux, il y a la question de plus en plus posée ouvertement dans plusieurs Etats d'Afrique, à savoir celle du Franc CFA, symbole du colonialisme et instrument du néocolonialisme. Pour éviter que cette question

ne soit résolue au détriment des intérêts de l'impérialisme français, Macron insiste sur la nécessité « d'accompagner la CEDEAO dans sa marche vers la monnaie unique », formellement annoncée en juillet (sous le nom d'ECO) et sur le soutien apporté au projet de l'Union africaine d'aller vers une zone de libre-échange à l'échelle continentale.

Sur les relations avec la Russie, Macron développe une vision pragmatique : la confrontation sur tous les sujets est stérile et contre-productive en termes économiques et géostratégiques. L'UE a tout intérêt à discuter avec un Etat qui n'a pas les moyens économiques de sa puissance et de son expansionnisme militaire (le PIB de la Russie est proche « de celui de l'Espagne »). Et il faut surtout éviter qu'elle ne devienne « l'allié minoritaire » de la Chine. Et il y a des affaires intéressantes à y faire : pour preuve, le nouvel hélicoptère de combat proposé par la Russie à l'Inde est équipé de turbines Safran et la Russie est un partenaire de longue date dans le domaine spatial, que Macron veut justement « investir » davantage. ★

Réchauffement climatique : système capitaliste responsable !

Si l'il n'y a plus beaucoup de personnes pour nier le phénomène de réchauffement climatique, les points de vue divergent sur les causes et sur la façon, les moyens et les conditions pour stopper le processus et y mettre un terme. Une grande bataille politique et idéologique, mais aussi économique, est engagée sur ces questions, pour deux raisons principales.

La première, c'est que le système capitaliste impérialiste dominant sur l'ensemble de la planète, est obligé de tenir compte des conséquences du changement climatique. Que ce soit au niveau de l'agriculture, immédiatement impactée, que ce soit au niveau de la production de l'énergie et de la façon dont elle est utilisée, au niveau des transports, de la construction, dans les secteurs des technologies de pointe, etc. Les conséquences du changement climatique ont des impacts importants sur les méthodes de travail, sur la production elle-même, sur les modes de consommation... jusqu'aux menaces qui pèsent sur les zones côtières qui concentrent une part de plus en plus importante de la population. Le système capitaliste impérialiste est obligé de s'adapter à ces conditions, de les anticiper, et une des réponses, c'est le « capitalisme vert » qui ouvre à la fois de nouvelles perspectives de développement et qui condamne des secteurs entiers, selon les lois mêmes du capitalisme. Un capitalisme qui, loin de réduire la concurrence, ne fait que l'exacerber, pousse à la concentration monopoliste, à la course au profit maximum immédiat, à la destruction des forces productives. Un capitalisme qui, au stade impérialiste, accentue la concurrence pour l'accaparement des certaines richesses, de certains minerais (comme ceux qui sont essentiels pour les accus des voitures électriques,

pour ne donner que cet exemple). De là découle une première grande conséquence : la « conversion » écologique d'un Macron n'est pas seulement une « posture », un discours destiné à neutraliser les critiques sur son manque d'engagement. Elle traduit une évolution au sein de l'oligarchie, des monopoles, qui ont engagé des changements dans l'appareil de production, dans l'industrie, l'agriculture, le commerce..., qui sont en train de faire des choix stratégiques, en termes de recherche, d'investissements... qui ont déjà et vont avoir de plus en plus de conséquences sur toute la société, sur les conditions de travail et de vie de la classe ouvrière et des secteurs populaires. La seconde, c'est que de vastes secteurs et couches sociales, des populations entières sont directement impactés par les conséquences du réchauffement climatique, et que si celles-ci attendent des gouvernants des réponses concrètes, à court terme, une prise de conscience peut se développer dans d'importants secteurs sur la nécessité d'un changement de fond du système économique, social et des relations internationales actuelles. C'est sur ce facteur subjectif que se concentrent les attaques idéologiques et politiques, pour éviter que la contestation ne cible le système capitaliste impérialiste, en tant que cause principale et facteur d'aggravation du changement climatique.

Le mot d'ordre, « ce n'est pas le climat qu'il faut changer, mais le système » est un point de départ. Il rejoint la prise de conscience qui s'est développée ces dernières années que le système capitaliste actuel est en crise profonde et que les dogmes du néolibéralisme – la libre concurrence, non « faussée », la concurrence généralisée, la promotion systématique de

l'initiative privée, la régulation par le marché... – l'ont considérablement aggravée. Mais, il ne « nomme » pas ce « système ».

Ce mot d'ordre s'appuie aussi sur l'idée de « l'urgence climatique », de la gravité de la situation mise en lumière par l'ampleur des conséquences du changement climatique. Sous cet angle, Hulot, dans les termes de sa démission en direct de son poste de ministre de la « transition écologique » de Macron, a également mis le doigt sur l'échec de la politique « graduelle », des « petits pas », des incessants compromis, suivie jusque-là.

Enfin, ce mot d'ordre pointe, sans pour autant l'exprimer clairement, les limites, voire l'impasse, des solutions individuelles : celles qui sont largement développées aujourd'hui sur le thème des économies individuelles à réaliser, des « petits gestes de chacun et de tous les jours pour la planète ». Cela part de l'idée que chacun a une part de responsabilité, qu'il faut changer les mentalités, le mode de vie, la façon de consommer...

Cibler la responsabilité des monopoles et de l'Etat à leur service

Les pouvoirs politiques, nationaux et internationaux sont accusés de « ne rien faire », ou du moins « pas assez », comme le disent avec un réel succès et une réelle détermination les millions de jeunes qui manifestent « pour le climat », principalement dans les pays capitalistes d'Europe. Comme toujours, les médias s'en sont emparés, pour promouvoir des icônes de cette contestation, tant qu'elles en restent au constat et que leur dénonciation ne franchit pas la limite de la mise en cause du système capitaliste, impérialiste.

Si pour nous, le combat écologique doit s'inscrire dans le combat général pour le renversement du système capitaliste, nous pensons que la première bataille à mener, c'est d'expliquer et de cibler la responsabilité des monopoles, de l'Etat, de la politique nationale et internationale de l'impérialisme français.

Expliquer que la destruction de l'environnement est liée au pillage impérialiste, notamment celui des richesses du sous-sol en Afrique, que ce sont les monopoles qui l'exigent et l'organisent avec l'aide active de l'Etat, de l'armée, des mécanismes de domination... Que le but est le profit maximum, quelles qu'en soient les conséquences.

Dans cette dénonciation de la responsabilité des monopoles pollueurs à grande échelle, nous ne perdons jamais de vue que ce combat ne peut se mener « contre » les ouvriers qu'ils exploitent, les travailleurs des entreprises de sous-traitance qui n'ont pas les mêmes protections et qui sont souvent les plus exposés. C'est la même façon de poser les problèmes dans les grandes entreprises chimiques, dans le nucléaire... où il est essentiel de travailler à l'unité entre les travailleurs et les populations environnantes.

L'exemple de la façon dont certains dirigeants des grandes puissances impérialistes, comme Macron, s'emparent de la question de l'environnement, au niveau international, pour s'ériger en leader mondial de la « protection du climat et de l'humanité » montre aussi qu'il faut absolument appuyer le combat des travailleurs, des paysans et des peuples des pays dominés, qui défendent leur droit de vivre, de décider de leur avenir, et qui combattent leur bourgeoisie et l'impérialisme. ★

Le contre-sommet

Les activités autour du contre-sommet du G7 se sont déroulées sur plusieurs jours, dans différents lieux, en France et en Espagne. La militarisation de la région a été un obstacle de taille pour l'organisation et pour la participation aux très nombreux ateliers, forums, actions de désobéissance, etc., le tout à des kilomètres du lieu même du Sommet officiel. Les organisateurs n'ont pas ménagé leur temps et leur énergie. Plusieurs ont déploré un niveau de participation plus faible que lors des

précédents contre-sommets ou autres rassemblements du même type. On est évidemment loin des 200 000 manifestants de Gènes (2001), des 100 000 d'Evian (2003), des 70 000 à Deauville (2011) mais ces références ne tiennent pas compte du contexte et de la perception des enjeux de ces rendez-vous à dimension nationale et internationale. Le battage intensif fait des semaines durant sur les « casseurs », les risques d'affrontements violents, dans une région très touristique, ont

également contribué à limiter la mobilisation. Le fait de focaliser les débats sur les questions « d'alternatives » finit aussi par limiter le champ de mobilisation. Mais celles et ceux qui ont participé aux discussions, aux débats, ont apprécié les échanges, surtout quand ils apportaient des informations concrètes sur les luttes contre les politiques néolibérales, contre la domination impérialiste. Le rendez-vous qui a été un succès est celui de la manifestation du

dimanche, d'Hendaye à Irun et retour, à laquelle quelque 15 000 personnes ont participé, en grande partie des personnes de la région, avec une forte participation de militants basques, d'Espagne et de France. Nos camarades de Pau et de la région y ont participé, avec la banderole qui avait été étreinte en juillet, à Biarritz. Un compte rendu des deux mobilisations est sur notre site. Le fait d'axer sur la politique de guerre de l'impérialisme a suscité de l'intérêt. ★

Réforme des retraites « acte II »

« Ecoute, dialogue, proximité » ! Faire jouer aux « partenaires sociaux » ce qu'une ministre appelle « la mise en scène du dialogue social » et « inviter les Français dans la cuisine » (propos rapportés par *Le Monde* !), voilà ce qui illustre à la perfection la nouvelle manière de conduire des réformes, façon « Acte II ».

Concernant les retraites, ce fut d'abord, le 19 juillet, après dix-huit mois d'une discrète « concertation » avec les syndicats de salariés et les organisations patronales, la présentation du rapport Delevoye. Sans surprise, la suppression des « régimes spéciaux » et la mise en place d'un régime unique par « points » ont été confirmées. Le buzz est venu d'ailleurs, avec la préconisation d'un « âge pivot » de 64 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein.

Le 27 août, à la fin du G7, avant même que tout le monde ait compris en quoi consisterait exactement cet « âge pivot », Macron relance l'affaire en déclarant qu'il « préfère qu'on trouve un accord sur la durée de cotisation plutôt que sur l'âge » de départ à la retraite.

Le 4 septembre, après avoir semblé désavouer Delevoye, il fait entrer au gouvernement celui qui n'était encore jusque-là que « haut-commissaire à la réforme des retraites ». Sa feuille de route : être « l'interlocuteur privilégié des partenaires et écrire la future loi ».

Les 5 et 6 septembre, Philippe Buzyn et Delevoye, ont reçu, les uns après les autres, le Medef et chacune des organisations syndicales. Les mobilisations des retraités, qui voient leur niveau de vie baisser d'années en années, le mouvement des Gilets jaunes, les mouvements sociaux que le gouvernement n'arrive pas à éteindre, oblige Macron à revoir le rythme de la réforme dont il entend

faire « le marqueur de son quinquennat ». Il ne peut plus, comme il l'avait espéré, s'affranchir des « corps intermédiaires » et ignorer les syndicats. Dans l'immédiat, il espère pouvoir empêcher la constitution d'un front syndical. L'essentiel, c'est-à-dire la mise en place d'un régime universel par points, est évidemment non négociable, mais pour y arriver le gouvernement est prêt à prendre un peu plus de temps. L'enjeu est la clôture d'ici la fin du quinquennat du long cycle de réformes entamé en 1993.

Le cœur de la réforme

Toutes les réformes précédentes ont consisté à faire baisser le montant des pensions, que les grands patrons ne considèrent pas comme un salaire différé revenant aux anciens travailleurs mais comme une « dépense » portant préjudice à leurs capacités d'investissements productifs et spéculatifs. Augmentation de 37,5 à 42 ans de la durée de cotisation et recul de l'âge légal de 62-65 à 65-67 ans pour obtenir une retraite à taux plein, allongement de 10 à 25 ans de la période de référence prise en compte pour la détermination du salaire moyen servant de base au calcul des pensions... tous les paramètres ont été mis en œuvre. Mais à chaque fois (1993, 2011, 2013, 2014), libéraux de droite ou socio-libéraux de « gauche » ont dû composer avec de puissants mouvements de contestation. Ce que l'oligarchie attend aujourd'hui de Macron, c'est, qu'une bonne fois pour toutes, il « finisse le boulot » entamé en 1993 par Balladur. Qu'il rajoute la dernière pierre à celles qu'ont laborieusement empilées les Chirac-Juppé (1995), Fillon (2003), Sarkozy-Woerth (2010), Hollande-Touraine (2014) ! C'est tout l'enjeu de ce qui est conçu comme l'ultime

étape de ce long processus. Avec le système par points, la « période de référence » pour le calcul des retraites s'étendra à toute la carrière, ce qui donne un poids renforcé aux périodes au cours desquelles ont été perçus les salaires les plus bas ou les plus irréguliers. Chaque année, la loi de finances pourra ouvrir ou fermer les robinets (surtout fermer) en fixant le prix d'acquisition et la valeur de conversion du point. L'objectif visé est la mise en place d'un système de retraite « pilotable et apte à faire face aux aléas économiques et démographiques », sans qu'il soit nécessaire d'annoncer à chaque fois une nouvelle réforme avec tous les risques sociaux et politiques qui vont avec !

Lâcher du lest pour imposer l'essentiel

En ouvrant une nouvelle phase de négociations, le gouvernement à un objectif conjoncturel : passer les municipales ! En répétant que « rien n'est décidé », il tend une perche aux syndicats, notamment à la CFDT qui avait appuyé les précédentes réformes. Ainsi, en dehors du fond (un système universel par points), il laisse entendre qu'on peut encore « discuter » : sur le nombre de points attribués pour les périodes de chômage ou de maternité ou en compensation d'un handicap ; sur les carrières longues ou les pensions de reversion, sur le calendrier de mise en œuvre qui tient « compte des spécificités professionnelles et situations particulières »... Pourvu que le fond de la réforme passe sans fronde sociale majeure !

Le faux débat âge pivot-durée de cotisation

Le système par points est, en soi, une incitation à partir plus tard à la retraite. La fixation d'un « âge pivot », qui serait fixé à 64 ans en 2025, instaurera une double peine. Ceux qui le souhaiteront pourront toujours partir à 62 ans, mais avec moins de points accumulés. S'y ajoutera une décote de 5 % par année en dessous de l'âge pivot ! A l'inverse, une majoration de 5 % sera accordée pour chaque année au-delà de l'âge pivot. Ce système prétend ainsi offrir « plus de liberté dans le choix de l'âge de départ en retraite », mais cette « liberté » est toute relative, car la plupart des salariés devront prolonger leur carrière par nécessité économique !

« Trouver un accord sur la durée de cotisations plutôt que sur l'âge » n'y changerait rien car, comme l'a dit Macron, « si vous commencez plus tard, vous finissez plus tard » !

Ajouter que « quand vous commencez plus tôt vous partez plus tôt » est un leurre. Plus de 40 % des jeunes ont, en effet, au moins 22 ans ou plus quand ils obtiennent leur premier emploi, souvent précaire qui plus est ! Qu'il soit identique pour tous ou plus individualisé, l'âge du taux plein dans le système universel sera d'abord et avant tout celui « qui permet d'équilibrer le financement du système de retraite ». Pour la plupart des travailleurs, cela voudra dire au minimum 64 ans. Ce pourra même être plus, voire beaucoup plus (au-delà-même de 67 ans) pour une partie d'entre eux !

Un boulevard pour les assurances retraites

Un système de retraite par points existe déjà. C'est le cas de l'Agirc-Arrco qui gère le régime de retraite complémentaire obligatoire des salariés cadres et non-cadres. Au fil des ans, l'augmentation de la valeur d'achat du point, la baisse de sa valeur de service et le recul de l'âge de départ sans décote ont abouti à une baisse notable du montant des pensions servies.

Le gouvernement parle d'un « choc de lisibilité et de simplification ». Pour la plupart des salariés, « le choc » sera de devoir travailler beaucoup plus longtemps pour des pensions qui ne permettront pas de vivre décemment. Le secteur de la banque-assurance voit, en revanche, s'ouvrir encore davantage le vaste et fort « lisible » marché des contrats d'assurance retraite privés, que devront souscrire ceux qui le peuvent.

L'impossible partage !

En 1995, le « Plan Juppé » avait mis en évidence l'exigence de l'oligarchie d'un transfert massif vers le capital des sommes consacrées aux retraites et à la protection sociale. La réforme que Macron et son gouvernement veulent mettre en place pour 2025 s'inscrit dans un contexte où la crise du système, la concurrence entre monopoles et puissances impérialistes, la militarisation de l'économie, se sont encore considérablement approfondies. Il est vain d'espérer pouvoir obtenir, dans ce contexte, un meilleur « partage des richesses » ! Le mur auquel se heurte aujourd'hui les exigences ouvrières et populaires en matière de salaire, de retraite, d'éducation, de santé, de logement... ne peut que faire grandir la conscience de la nécessité d'une rupture révolutionnaire avec le système capitaliste impérialiste ! C'est, en tous cas, ce à quoi nous devons travailler. ★

Un nouveau mode de calcul des pensions

Dans un régime par points, les pensions sont calculées en fonction des sommes cotisées sur l'intégralité de la carrière.

Les cotisations

Un taux unique de 28,12 % sera appliqué sur les salaires à partir de janvier 2025. Sur ces 28,12 %, seuls 25,31 % donneront droit à des points. Les 2,81 % restants participeront au financement du système.

L'acquisition des points

Au démarrage de la réforme 10 euros cotisés permettraient d'acquérir 1 point.

La valeur de service du point

1 point acquis serait converti en 0,55 € de retraite. « Le rendement définitif ne pourra être acté qu'en 2024 en fonction des hypothèses économiques qui prévaudront alors » précise le rapport Delevoye.

Ainsi : 100 euros cotisés, permettraient d'acquérir 10 points, qui pourraient être convertis en 5,5 € de pension.

Éducation nationale

Rentrée 2019

En cette rentrée, le ministre Jean-Michel Blanquer a clairement changé de ton après l'arrogance et l'autoritarisme dont il a fait preuve lors de la crise du Bac en juin et juillet dernier. Cette nouvelle attitude ne dupe pas grand monde mais montre que le mouvement des enseignants, qui a été très loin dans sa détermination, a « fait mouche ». Le tollé provoqué par le traitement inégal du Bac dont le ministère porte l'entière responsabilité l'a fragilisé et c'est un encouragement à poursuivre la mobilisation. Celle-ci ne peut d'ailleurs que reprendre car le ton nouveau ne peut cacher les réalités d'une rentrée encore plus dégradée.

Il est encore trop tôt pour faire le bilan concret de l'application des réformes, mais en termes quantitatifs, l'école pâtit toujours de la politique d'austérité. Il y a encore plus d'élèves, et toujours moins d'enseignants pour les encadrer (moins 2650 postes dans le secondaire). Conséquence, dans l'académie de Toulouse par exemple, le seuil en lycée est passé à 36 élèves.

De nombreux établissements un peu partout se sont mis en grève dès les premiers jours de la rentrée pour obtenir des ouvertures de classe, ou des moyens supplémentaires. Des collègues en particulier se sont fortement mobilisés. Citons pêle-mêle, le collège d'Hagetmau dans les Landes, le collège Gambetta à Cahors, les collègues Berthelot, Toulouse-Lautrec, Hubertine Auclert à Toulouse, le collège Henri Barbusse dans l'agglomération lyonnaise, etc. Dans certains établissements, les classes sont à plus de 30 élèves, y compris en REP (réseau d'éducation prioritaire). Certaines de ces luttes sont déjà victorieuses ! C'est un encouragement à poursuivre.

Comme d'habitude, le ministère tente de minimiser les difficultés et présente la rentrée comme « ordinaire ». Il orchestre aussi une entreprise de communication pour faire croire qu'il s'intéresse au « bien-être » des enseignants et qu'il va revaloriser leur salaire. Ainsi le ministère a claironné qu'il y allait avoir une augmentation de 300 euros ! En ne précisant pas que

cette augmentation, d'une part, était annuelle et, d'autre part, qu'elle avait déjà été prévue par les négociations du ministère précédent de Najat Vallaud-Belkacem... Cette augmentation minime sera loin de compenser les pertes de pouvoir d'achat subies depuis plusieurs années avec le gel du point d'indice. Rappelons-le encore une fois, les enseignants en France sont parmi les plus mal payés de l'OCDE. En cette période de rentrée, l'inquiétude monte aussi face au projet de retraite qui sera particulièrement pénalisant pour les enseignants.

Les braises des derniers conflits sont encore bien chaudes. L'heure est aussi à l'organisation et à la réflexion. Ainsi une Université d'été des enseignants et de l'éducation a réuni plus de 650 personnes à Vincennes fin août et des AG militantes commencent à se réunir dans les établissements et les différents secteurs. Il s'agit de faire les bilans, prendre appui sur les réussites du mouvement de l'année scolaire 2018-2019 et déjà poser les premiers rendez-vous des mobilisations futures. ★

Un film à voir

« Vie scolaire »

C'est le titre du film de Grand corps malade et Medhi Idir, sorti en salle le 28 août et qui raconte le quotidien d'une jeune CPE (Conseillère Principale d'Éducation) fraîchement nommée dans un collège de la cité des Francs-Moisins à Saint-Denis (93).

Film juste, plein de vie et d'énergie, d'humour aussi, qui offre un regard rempli d'humanité sur ces jeunes en difficulté d'apprentissage. On y mesure l'investissement des enseignants et des personnels de vie scolaire pour les aider à grandir et les tirer vers le haut ; on est aussi témoin de leur fatigue et de leur découragement face à la misère sociale qui est le lot de nombre de leurs élèves. Car dans la cité voisine, c'est des pères en prison, des grands frères qui dealent, des familles, et donc des gosses, qui n'ont pas de quoi se nourrir suffisamment...

Sans manichéisme et avec une grande justesse, le film donne à voir la vraie vie de pas mal de collèges de banlieues. ★

Santé

Agnès Buzyn n'entend rien !

Après des mois de grève dans les urgences et un mouvement qui s'amplifie et tend à s'organiser, elle n'entend ni la colère des personnes de ces services, ni les signes de détresse comme ce énième suicide dans les hôpitaux (1), celui d'un cadre de santé de psychiatrie à Flers sur le lieu de travail, ni celle des usagers et personnels des petits hôpitaux qui n'en peuvent plus de voir leurs services de chirurgie, de maternité... fermer.

Le 26 août, interrogée sur France inter, elle commençait en disant que ni la prime à 300 €, ni l'augmentation de moyens en personnel ne résoudraient la crise des urgences. Il est clair pour le personnel des urgences que les primes n'améliorent pas les conditions de travail mais, pour eux, c'est une juste reconnaissance de la pénibilité ; les soignants ont bien reçu 100 € mais ils continuent à galérer au travail. Les galères qu'ils vivent, qu'ils soient médicaux ou paramédicaux, en amènent de plus en plus à quitter les services d'urgence, voire l'hôpital (2). C'est ainsi qu'on vide l'hôpital de ses soignants et qu'ensuite il faut fermer des services par manque de professionnels. C'est ce qui s'est passé à grande échelle cet été.

Le 2 septembre, le ministre a dévoilé quelques mesures qui diffèrent peu des précédentes : il n'est pas question de rouvrir des lits, ni d'augmenter le personnel. Pour éviter aux personnes âgées d'aller aux urgences, la vidéo-assistance serait installée entre le SAMU et les EHPAD et, si besoin, elles pourraient être admises directement dans les services spécialisés, sans passer par les urgences. D'une part, il faudrait qu'il y ait des lits de disponibles, ce qui est justement le problème, et d'autre part, la nuit et les week-end, il n'y a pas de médecin sur place dans les services, la personne âgée risque d'attendre le lendemain pour être diagnostiquée et prise en charge ; elle n'aura pas non plus accès aux mêmes soins et examens complémentaires dans le service qu'aux urgences. Pour résoudre le manque de lits, c'est donc un accès dégradé aux soins des personnes âgées qui est envisagé et une perte de chances en cas d'épisode aigu.

Les glissements de tâches médicales vers les infirmières appelées à faire des sutures ou prescrire des radios moyennant 80 € en plus par mois, alourdit leur charge de travail et met à mal la sécurité des patients car, sous une plaie qui paraît bénigne, il

peut y avoir quelque chose de plus grave. Il faut de toute façon augmenter les moyens en personnel pour prendre soin réellement des patients. Des infirmières aux « pratiques avancées » seraient formées dès 2020. La cerise sur le gâteau « c'est de prétendre régler la gestion des lits à l'aide d'un logiciel de management des lits » ! C'est l'algorithme qui va décider où diriger les malades ! Mais il ne pourra pas rouvrir des lits ni arrêter de les supprimer, or le principal problème est là !

Ces annonces n'ont pas arrêté le mouvement, même si certains services ont signé des protocoles d'accord locaux (3), il y a nécessité de continuer car les quelques postes obtenus ne sont pas garantis et les réorganisations continuent (4). Des rendez-vous sont donnés : le 10 septembre pour le collectif inter-urgences, le 11 septembre pour la CGT, avec des revendications plus globales dans la santé. Les urgences sont en pointe dans la lutte actuellement mais d'autres services sont mobilisés, y compris avec les usagers (5).

Le gouvernement est piégé par ce mouvement qu'il n'arrive pas à éteindre et qui même s'amplifie depuis mars. Les reculs obtenus loca-

lement renforcent la mobilisation générale et la sympathie pour ces revendications dans la santé ne faiblit pas car il est clair que personnels et usagers sont également impactés par cette politique ; cette pancarte qui a eu de l'écho : « Si vous attendez, ce n'est pas parce nous sommes en grève, nous sommes en grève parce que vous attendez ! » l'illustre bien. ★

1- Un cadre de l'hôpital psychiatrique de Flers dans l'Orne a mis fin à ses jours le 22 août sur son lieu de travail.

2- Aux urgences de l'hôpital de Mulhouse, les démissions en cascade ont fait passer en une année les effectifs médicaux de 26 à moins de 10 en septembre.

3- Les syndicats des Hôpitaux universitaires de Strasbourg. Ils ont signé le 10 juillet un protocole d'accord avec la direction générale. Elle s'engage à embaucher 150 soignants et ouvrir une quarantaine de lits sur l'ensemble des établissements.

4- A Decazeville, après la menace de suppression de 4 postes en médecine, un protocole d'accord, signé le 23 août, garantit leur maintien jusqu'au passage en instance...

5- Pour obtenir la réouverture des urgences de nuit de l'hôpital de Sisteron, une 10^e mobilisation a eu lieu le 2 septembre avec des urgences fictives citoyennes installées la nuit devant l'hôpital en attendant la mobilisation suivante prévue le 9 septembre.

Répression et impunité policière, LBD, libertés démocratiques bafouées... ça continue !

Dans son interview sur France 2, lundi 26 août, Macron a réaffirmé ses options sécuritaires : revenant sur le mouvement des Gilets Jaunes (GJ), il a dédouané sans complexe la police, qui n'aurait pas commis de « violences irréparables »...

Pas de violence irréparable selon lui, car « il n'y a pas eu de mort à déplore » ! C'est passer par perte et profit la mort de l'octogénaire Zineb

Redouane à Marseille, décédée parce qu'elle a été frappée d'une grenade lacrymogène en pleine face. Et même si elle n'est pas liée au mouvement des GJ, que dire de la noyade de Steve Caniço, provoquée, là encore, par les charges policières à Nantes lors de la fête de la Musique ?

Pour le président, ne seraient pas irréparables, en revanche, les 24 éborgnements et les 5 mains arrachées pendant les manifestations

des GJ ? Pour Macron, « *Ce qui est inacceptable avant tout, c'est la violence des manifestants, des black blocks, de tous ceux qui, au fond, ont travesti ce qu'était ce mouvement. (...) Nos forces de l'ordre ont fait un travail remarquable, qui nous était demandé.* »

C'est bien à la police que le président s'est adressé, pour saluer son travail, et assumer la poursuite de l'utilisation des lanceurs de balles de

défense. Car, pour lui, « *Dans quelle situation nous serions-nous mis ? Dans celle de ne plus pouvoir tenir.* » A la veille de la reprise du mouvement social et de ses rendez-vous, il faut s'attendre à la violence de l'Etat, s'il craint de ne plus pouvoir tenir.

Plus que jamais, exigeons l'interdiction des LBD, une exigence qui revient de plus en plus, sous diverses formes et qui ne disparaîtra pas. ★

G7 : militarisation de Biarritz et de toute la région, arrestations, infiltration par la police

Pour la tenue du G7, le gouvernement français ne voulait pas risquer le désordre, devant les hôtes et les caméras du monde entier. C'est donc un régime d'exception qui a été mis en place, s'appuyant sur les dernières lois sécuritaires (LF n°603 fév. 2019). Le préfet des Pyrénées-Atlantiques a instauré des périmètres de protection sur les villes de Biarritz, Bayonne et Hendaye, avec interdiction de tout objet susceptible de constituer une arme et contrôles à l'entrée dans le périmètre de protection (inspections, fouilles, palpations de sécurité).

Pendant le G7, chaque accès à la zone dite de protection renforcée autour des sites du sommet a été bloqué par les forces de l'ordre. 13 200 policiers et gendarmes ont été mobilisés pour les 12 000 manifestants prévus. Le dispositif de maintien de l'ordre a coûté près de 30 millions d'euros, avec des forces venues de l'étranger, le retour des voltigeurs à moto, etc. Du côté des participants au contre-sommet, selon les chiffres officiels, il y a eu 168 interpellations, 119 gardes à vue et 53 personnes poursuivies. Ces interpellations ont quasiment toutes été préventives, suite à des fouilles de sacs ou de voitures, avec pas ou peu d'éléments matériels ; être présent dans le « périmètre de protection » constituait en soi un motif de privation de liberté.

La grande majorité des gardes à vue se sont soldées par des remises en liberté ou un « rappel à la loi », mais prolongées de 24h à partir de vendredi. Cela empêchait de manifester, la sortie n'étant pas possible avant dimanche soir ou lundi. Trois jeunes allemands arrêtés sur leur trajet ont été condamnés à 2 et 3 mois de prison ferme avec interdiction du territoire français (ITF) pendant cinq ans, sur la base du simple délit d'intention, en comparution immédiate.

Outre la chasse aux militants, la police avait également infiltré au moins une agente dans le mouvement anti-G7, taupe d'une certaine envergure, sévissant depuis le mouvement des GJ, qui a été démasquée (1).

Cette répression s'est caractérisée non seulement par des violences (gaz, LBD, coups, arrestations sans motif...) mais par une organisation destinée à empêcher l'exercice du droit de manifester, et à neutraliser les témoins gênants.

Le Syndicat National des Journalistes a fermement condamné une atteinte à la liberté de la presse (2) :

« *Les journalistes devront-ils désormais renoncer à couvrir certains événements ou s'habituer à ne pas pouvoir le faire normalement et en informer leurs concitoyens ? La question se pose, après la tenue du G7 à Biarritz ce week-end. (...) Certains ont été contraints au huis-clos, quand d'autres étaient traités en gêneurs, voire en suspects.* »

Et la LDH s'est indignée (3) de son côté contre les arrestations abusives de trois de ses militants, munis de chasubles d'observateurs des violences policières, gardés à vue pour « participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations » car ils étaient en possession de matériel de protection, casques et lunettes.

Voilà à quel prix s'est tenu un G7 servant de répétition et de test pour l'encadrement et la mise au pas de ceux qui vont s'affronter à la politique réactionnaire de Macron. Liberté de manifester ! ? ★

1- <https://g7borroka.info/arretes-prefecture-spcial-g7/>

2- <http://www.snj.fr/article/g7-la-presse-canalis%C3%A9e-et-entrav%C3%A9e-1210624153>

3- <https://www.ldh-france.org/manifestation-anti-g7-a-bayonne-des-intimidations-inacceptables/>

L'affaire Steeve

La police qui, à Nantes, a chargé les participants à un concert lors de la fête de la Musique, provoquant des chutes dans la Loire, ne s'est guère inquiétée de la disparition de Steve Caniço. Une émotion publique très forte s'est polarisée pendant plus d'un mois autour de la question martelée sans réponse : « *Où est Steeve ?* ». Lorsque son corps a été retrouvé dans le fleuve, des manifestations partout en France ont réclamé justice pour Steve. A Nantes, non seulement les autorités n'ont pas fait profil bas mais elles ont répondu par le blocage du centre ville, un dispositif policier omniprésent et agressif, qui a dégénéré en affrontements avec les manifestants, gazés, aspergés par les canons à eau, matraquages, interpellations...

Le rapport de l'IGPN sur les circonstances de la mort de Steve a soulevé des réactions indignées, car il ne fait pas mystère de sa partialité favorable

aux policiers : « *Il ne peut être établi de lien entre l'intervention des forces de police (...) et la disparition de M. Steve Maia Caniço* ». La directrice, Brigitte Jullien, et le chef de l'unité de coordination des enquêtes ont argumenté : « *L'emploi de la force était légitime en réaction à des jets de projectiles* », édulcorant les risques pour les personnes à proximité du fleuve. Ce texte « oublie » aussi les témoignages des 89 participants à la soirée techno qui ont porté plainte contre la police, n'en citant... aucun. Les déclarations des patrons de la police ne rassurent et ne convainquent personne. Bien au contraire, la méfiance contre la police et l'indignation contre ses agissements systématiquement couverts ne peuvent que grandir et se renforcer. La responsabilité du gouvernement est une fois de plus pointée.

Justice pour Steve ! La police ne doit pas rester impunie ! ★

Le renseignement s'intéresse aux crises sociales

La Coordination Nationale du Renseignement et de la Lutte contre le terrorisme (CNRLT), auprès de la présidence de la République, a défini une nouvelle stratégie du renseignement.

Un texte d'orientation, validé par le président, a été publié en juillet et définit les cibles prioritaires.

Si le risque ciblé prioritairement reste celui du terrorisme, le document est traversé par une autre inquiétude. Après des mois de crise des Gilets Jaunes, « *l'anticipation des crises* », en particulier les crises intérieures, se révèle une préoccupation majeure. « *L'anticipation, l'analyse et le suivi de mouvements sociaux et crises de société par les services de renseignement constituent une priorité* », dit cette version du document, ce qui était absent de la version de 2014.

A cette fin, l'augmentation des moyens, humains en particulier, va se poursuivre, avec 400 agents supplémentaires d'ici à 2022.

Le gouvernement a été pris de court par un mouvement massif et large-

ment spontané, qu'il n'a pas anticipé. Les actions radicales menées par les GJ et par les black blocks lui échappaient. Cette violence, qualifiée d'insurrectionnelle, visait, selon les responsables à la sécurité, à « *affaiblir, voire à ruiner les fondements de notre démocratie et les institutions républicaines* ».

Pour ne pas se laisser surprendre, la stratégie du renseignement se basera notamment sur une meilleure « *connaissance de la vie locale* ». Le Service Central du Renseignement Territorial, mis en place par Valls, mis en cause dans le fichage et les écoutes téléphoniques de GJ, va être mis à contribution. La découverte d'une policière infiltrée à Biarritz met, quant à elle, en lumière qu'il s'agit aussi, pour la police, de renforcer l'espionnage au sein même des mouvements, mais aussi de pousser à des affrontements permettant des interpellations. Cela doit inciter les militants, les responsables d'organisations qui participent aux actions de rue, à redoubler de vigilance et à ne pas tolérer l'infiltration policière. ★

Régimes spéciaux de retraite

Le gouvernement à la manœuvre

En avant-première de la publication du rapport Delevoye, le 18 juillet 2019, la Cour des comptes a rendu un rapport sur les régimes spéciaux de la SNCF, de la RATP et des Industries électriques et minières (IEG). Les députés lui avaient demandé tout spécialement de se concentrer sur ces trois entreprises industrielles et commerciales alors qu'il existe pourtant quarante-deux régimes spéciaux (cf. tableau ci joint).

Pour des raisons bien différentes, la mise en place du régime universel de retraite du gouvernement ne concerne pas (encore ?) les « uniformes », les militaires, la police, les pompiers professionnels... et des négociations spécifiques doivent avoir lieu pour les aides-soignantes, les infirmiers, les enseignants... Ces différents secteurs (santé, enseignants mais aussi pompiers) étant déjà en lutte depuis des mois pour leurs conditions de travail, de salaire... il était pour le moins dangereux pour le gouvernement et ces députés « inspirés » de donner à ces personnels des motifs supplémentaires pour s'engager encore plus nombreux et déterminés dans la lutte.

Lors de la présentation du rapport à l'Assemblée nationale, D. Migaud a indiqué : « Ces trois régimes sont les plus importants après ceux de la fonction publique ». Mais, politiquement, chacun sait que les salariés de ces entreprises ont une force de frappe réelle quand il s'agit de défendre leurs conditions de travail, de salaire et donc leur retraite. Il fallait donc un rapport à charge, centré exclusivement sur ces secteurs qui coûtent 5 milliards d'euros au régime général, qui ont la possibilité de partir plutôt en retraite et qui bénéficient d'avantages (prix de l'électricité, du transport...). Bref, un rapport permettant de donner des arguments à tous ceux prêts à suivre le gouvernement dans son « big-bang » sur les retraites. Mais comme il est dit expressément aussi dans ce rapport : « les tentatives de réformes des régimes spéciaux ont donné lieu à deux conflits sociaux majeurs » en 1953 et en 1995. Comme il se doit, contenu de ces « conflits majeurs », avant de lancer l'assaut, le gouverne-

ment essaye de gagner les têtes en présentant les travailleurs de ces entreprises comme des « nantis », des « privilégiés ». Mais force est de constater que cet énième rapport sur les régimes spéciaux est relativement passé inaperçu. Non seulement il n'apportait rien de bien nouveau qui n'était déjà connu, mais l'idée est déjà largement partagée par nombre de commentateurs que les régimes spéciaux ne survivront pas à la mise en place du régime universel. En tout cas, de ceux de la RATP, de la SNCF et des IEG.

Mais rien n'est écrit d'avance !

C'est la branche conduite de l'UNSA (majoritaire à la RATP depuis les dernières élections de 2018) qui est montée la première au créneau dès la mi-juillet, pour appeler à la grève le 13 septembre et faire de cette journée un « tous ensemble, un zéro trafic », pour défendre le régime spécial des retraites de la RATP au motif, comme il est dit dans son communiqué du 10 juillet, que « chaque réforme qui passe, c'est toujours moins, toujours pour les mêmes ». Dans les discussions entre militants, il y a eu beaucoup d'interrogations sur cette initiative de l'UNSA, pas vraiment réputée pour être devant, face à la direction de la RATP, face au gouvernement.

C'est vrai que la RATP vient de rentrer dans une nouvelle période électorale avec l'élection des élus au futur Conseil d'administration et, dans cette période, la surenchère est de mise. Mais sans exclure ce genre de calcul, plus fondamentalement, la mise en cause du régime de retraite à la RATP comme le préconise aussi le rapport de la Cour des comptes va, outre la fin de la règle des six derniers mois de salaire pour le calcul de la pension, s'accompagner de la fin des règles relatives à la pénibilité (les bonifications). A la RATP, elles sont encore définies à partir d'une approche par « métier » et non pas par poste de travail. Ce qui fait par exemple que les conducteurs de RER comme de métro, parce qu'ils sont embauchés comme conducteurs,

bénéficient des bonifications liées aux horaires et repos décalés, au travail en sous-sol, qui leur permettent de partir plus tôt à la retraite. Depuis 2009, les nouveaux embauchés sous statut en sont d'ailleurs exclus, ainsi que tous ceux embauchés hors statut, en CDI. Ces bonifications liées au « métier » remises en cause, c'est autant de mois, d'années supplémentaires. Bonifications qui s'appliquent aussi en tout ou en partie à de nombreux travailleurs de la RATP en ateliers ou dans les centres bus. Sans attendre que la question du régime universel ne soit mise sur la table, la direction, en application d'un décret qu'elle avait prudemment gardé au chaud, ou qu'elle craignait d'utiliser, vient de contraindre un certain nombre de responsables d'encadrement à renoncer à ces bonifications au motif que leur temps passé sur le terrain ne le justifiait pas. Comme il se dit que le tout a été accompagné de contrepartie, certains ont pu penser qu'il fallait faire pression, là maintenant, pour obliger la direction de la RATP à ouvrir la porte à d'éventuelles négociations.

Mais qu'importe ces calculs. Aujourd'hui, c'est une intersyndicale réunissant toutes les organisations syndicales de la RATP (CGT, CFE-CGC, SUD, FO, Solidaires, UNSA) qui appelle à cette journée du « Black Friday », comme l'a appelé l'UNSA, pour le vendredi 13 septembre.

Signe que quelque chose est en train de se passer à la RATP, de nombreux cadres ont laissé tomber le chantage au « déroulement de carrière » pour les machinistes, les conducteurs qui

se mettraient en grève. Et des agents de maîtrise ont annoncé qu'ils seraient aussi dans le mouvement.

Vendredi 13 septembre et après ?

Comme nous l'avons dit, le gouvernement manœuvre pour arriver à faire passer son « big-bang » des retraites. E. Philippe n'a pas encore annoncé ni le calendrier, ni la méthode pour l'élaboration de sa loi et encore moins pour son application.

Cette première mobilisation des travailleurs de la RATP à l'appel de leurs organisations syndicales contre la suppression de leur régime des retraites, participant à la défense du régime général par répartition et intergénérationnel.

Leur mobilisation va être suivie par de nombreuses autres sur cette question des retraites mais pas que. Toutes s'inscrivent dans un même mouvement de refus de cette politique au service des monopoles. Elles marchent à leur rythme en fonction des revendications qu'elles portent et des possibilités, avec cette particularité qu'elles sont nombreuses en ce mois de septembre.

Le gouvernement va jouer la montre mais aucun des foyers de la contestation sociale d'avant l'été n'est éteint à ce jour. Celui concernant les retraites va s'ouvrir avec cette première grève des agents de la RATP, faisons en sorte qu'il grandisse. ★

Correspondance Cellule 2^e Congrès

Effectifs des régimes spéciaux de retraites	Nb de cotisants	Nb de pensionnés
Fonctionnaires de l'Etat et militaires	2 058 000	2 355 000
Fonctionnaires territoriaux et hospitaliers	2 223 000	1 155 000
Ouvriers d'Etat	35 772	103 682
SNCF	142 943	261 033
IEG	146 103	164 895
RATP	42 483	44 316
Clercs et employés de notaires	47 618	73 090
Marins	20 045	117 830
Banque de France	12 029	14 891
Mines	3 401	303 970
Opéra de Paris	1825	1999
Comédie Française	350	401

Bordeaux

La solidarité a payé !

L'association ASSIST-VC (Association de Soutien et de Solidarité aux Invalides Suite aux Traumatismes de la Vie Civile), créée à l'initiative de l'UL CGT de la Presqu'île avec le soutien de plusieurs organisations dont notre Parti, pour collecter les 38 000 € néces-

saires à l'appareillage d'un jeune ouvrier travaillant sur le port de Bassens, mutilé par grenade GLI-F4, à Bordeaux le 1^{er} décembre 2018, vient d'apprendre que l'appareillage par une main bionique de Frédéric serait pris en charge à 100 % par la S.S., ce qui jusque-là lui était refusé

ainsi que toute couverture mutuelle pour cause de circonstances : « accidenté pendant un mouvement populaire ».

La ténacité et les actions de solidarité multiples organisées par ASSIST-VC sont ainsi récompensées. Avec les camarades de l'UL CGT de la Presqu'île,

notre parti, qui s'est battu pour que la CGT prenne en main la solidarité avec les travailleurs victimes des violences policières, se réjouit de cette première victoire. Mais la mobilisation continue, car tous les mutilés et blessés n'ont pas encore obtenu réparation. ★

Angers

Le Géant Casino impose l'ouverture du dimanche après-midi

Le groupe Casino, monopole de la grande distribution, leader en Amérique latine, avec 220 000 salariés dont 75 000 en France, a décidé, dans la course à l'hyper profit, de franchir un cap dans le dumping social et l'ouverture 7 jours sur 7 (en attendant les 24h/24H) : ouvrir une brèche dans la loi interdisant le travail du dimanche après 13h pour les hypermarchés sauf dans les Zones Touristiques. Son hypermarché « La Roseraie » d'Angers ouvrira le dimanche après-midi à partir du 25 août, Comment ? En utilisant des caisses automatiques de 14h à 21h, non pas avec les salarié-e-s, mais avec 4 « animatrices » et 8 vigiles de sociétés prestataires de services. Ce dimanche 25 août, 250 personnes se sont rassemblées dès 10h à l'appel de la CGT de Casino. Après avoir défilé avec des slogans hostiles dans les rayons « le dimanche c'est fermeture ! », c'est l'occupation des caisses automatiques avec des syndicalistes, des caissières, des usagers et 60 Gilets Jaunes qui ont réussi à bloquer 5 caisses sur 8 sans incidents notables.

La CGT Casino dénonce « une banalisation du travail du dimanche avec baisse des salaires car les hôtesses de caisse et vigiles déployés par la société prestataire de service n'ont pas le droit aux majorations des heures de 50 % Casino ». Pour le groupe, à travers la généralisation des ouvertures du dimanche, il s'agit de gagner sur tous les tableaux, le dumping social avec pression sur les salaires et les droits des salarié-e-s, une menace directe sur l'emploi des 115 caissières que fait courir une généralisation des caisses automatiques avec déjà 82 Casino ouverts sans caissières. Pour les profits, la caisse automatique en libre-service permet de gagner dans « la bataille du temps », la fluidité de parcours des clients, mais pour autant les progrès technologiques, la robotique, profitent aux monopoles de la vente par correspondance ouverts 24h sur 24. Le gouvernement dit son embarras face à ce détournement de la loi par le groupe Casino dans la mesure où la concurrence se trouve faussée et le procédé du recours à des presta-

taires de services des plus litigieux... mais, en réalité, le dimanche 1^{er} septembre, l'Etat policier masse ses forces de l'ordre sur le parking du Géant Casino d'Angers face à une trentaine de Gilets Jaunes venus pour empêcher l'ouverture du dimanche après-midi. Dans les slogans « anticapitalistes » lancés par les Gilets Jaunes, ce qui est en cause c'est le modèle capitaliste de l'hypermarché - hyper profits, un commerce totalement déshumanisé, surdimensionné au détriment du commerce de proximité. Dans leurs mouvements des ronds-points et le blocage des grandes surfaces, les Gilets Jaunes leur ont fait perdre 140 millions d'euros. Ce modèle de l'hypermarché, qui mange des terres agricoles et fait mourir le petit commerce de centre ville, est en crise en France, avec une baisse de 30 % des produits non-alimentaires en 8 ans, baisse non compensée par une hausse des produits alimentaires de 7 %, avec des marges gagnées sur le prix de la force de travail des paysans intégrés ou condamnés, comme sur les salarié-e-s

et l'emploi. Pour maintenir les profits et verser les dividendes aux actionnaires, Auchan cède 21 magasins « non rentables » en Italie, Carrefour supprime 3 000 emplois et Casino cède 34 magasins à Leclerc et Lidl. Cette crise des hypermarchés montre l'aiguïsement des contradictions dans le secteur de la grande distribution avec une radicalisation des luttes -comme on le voit contre l'ouverture du dimanche à Géant Casino Angers, l'invasion du CSE de Carrefour, et une première grève internationale dans le groupe Amazon. Ainsi après une coordination syndicale internationale du groupe en avril à Berlin (15 pays), cette première grève a été décidée pour le 15 juillet, jour de la « prime day ». C'est le succès pour ce mouvement avec des milliers de grévistes aux USA, en Allemagne, Espagne, Pologne, mouvement également suivi en France. Pour gagner le rapport de force, ces luttes doivent pouvoir unir dans un même front les salarié-e-s avec leurs syndicats, les clients populaires et les paysans intégrés. ★

Les conditions de travail sur les grands chantiers

Les prévisions budgétaires du « Grand Paris express », le plus grand chantier urbain d'Europe, ne cessent de gonfler. De 25,5 milliards en 2014, elles sont passées à 38,5. Un dérapage qui a même entraîné une enquête de la Cour de comptes sur la gestion financière de la société du Grand Paris, un établissement public à caractère industriel et commercial, dont la dette ne sera pas amortie avant 2070. Le projet de construction de 200 km de lignes de métro, automatisées, et de 68 nouvelles gares, est censé se terminer en 2030, avec des tronçons majeurs terminés en 2024 pour les JO. Mais au vu des retards liés notamment aux problèmes techniques et erreurs de conception, aux oppositions de riverains excédés par le bruit incessant des chantiers en pleine ville, qui provoquent des difficultés sans nombre de trafic, les délais ne sont pas garantis. Pour les monopoles de la construction et pour les promoteurs immobiliers, ces chantiers sont des sources de profits assurés. Le géant du béton, Lafarge-Holchim, va fournir 650 000 tonnes pour un montant de 110 millions. Les chantiers de construction des gares, les chantiers de creusement des lignes qui seront en grande partie enterrées sont répartis entre des monopoles qui prennent la tête de

groupements. On retrouve Bouygues TP, Demathieu Bard, Eiffage, Léon Grosse, Vinci, Razel Bec. Chaque chantier a ses spécificités et emploie des centaines d'ouvriers. Certains demandent des compétences très pointues, notamment les tunneliers. Les grutiers qui sont envoyés sur les très grands chantiers dans le monde entier, sont également très recherchés. Nous avons demandé à un jeune ouvrier embauché sur un de ces chantiers de nous expliquer les conditions de travail sur ce chantier, notamment durant la période des grandes chaleurs. « Nous avons travaillé non-stop, pendant 8 heures. Il y avait deux ou trois fontaines à eau, mais c'était largement insuffisant. Des ouvriers ne buvaient pas assez et ne mangeaient pas, ce qui fait qu'il y a eu plusieurs malaises. En sous-sol, la température est difficilement supportable : il fait très chaud et humide. En plus, nous sommes en sous-effectifs, car le chantier allait se terminer bientôt et plusieurs ont été envoyés sur le suivant. Ce qui complique encore les choses, c'est qu'il y a souvent des changements d'ordres. Comme les chefs de chantiers, ou les chefs de poste, ont tendance à prendre des ouvriers avec lesquels ils partagent la même langue, on a des difficultés de com-

préhension qui viennent s'ajouter au stress. J'ai constaté que, sur certains chantiers, dans certaines entreprises, il y avait une tendance forte à embaucher sur des critères de communautés, ce qui crée des divisions qu'il faut savoir surmonter. On voit aussi que, dans ces cas, il y a ceux qu'on appelle des « chefs de file » : ils assurent la fonction de chef d'équipe, donnent les ordres, organisent le travail, mais n'ont ni la qualification reconnue, ni le salaire qui va avec. Sur ce chantier, il y a eu quatre accidents, avec des doigts arrachés, des mâchoires et des dents cassées. Les conditions de travail sont dures et comme on a du retard, et que cela signifie des pénalités, les chefs mettent la pression pour qu'on aille plus vite. Il y a tous les âges sur le chantier. Mais comme le travail est assez spécialisé, les chefs préfèrent des ouvriers avec de l'expérience. Sur les chantiers plus classiques, les entreprises manquent vraiment de main d'uvre et elles cherchent à attirer des jeunes. Il y a eu un gros travail en direction des jeunes des lycées professionnels : il y a même eu des reportages à la télé là-dessus. Il y a toutes les nationalités sur les chantiers et énormément d'intérimaires, qui viennent de toute la région parisienne.

Pour ce qui est du salaire, il dépend du poste occupé. Ils sont « corrects » dans l'ensemble, mais cela fonctionne aussi par primes, liées au rendement. Mais elles ne sont pas toujours payées en temps et en heure. C'est là-dessus que ça coïncide : mais la tendance est plutôt à régler les problèmes « entre nous », en mettant la pression sur le chef, dans le travail, pour qu'il finisse par se débrouiller et faire obtenir la prime. L'action syndicale est très difficile. On ne voit pratiquement jamais de représentant syndical sur le chantier. Rien n'est évidemment fait pour cela. On a appris que c'était FO et la CFTC qui avaient des élus ! Quand tu as une qualification reconnue, comme le CACES (1) qui t'autorise à conduire des machines, il arrive souvent qu'on te demande de piloter une machine ou de la faire monter sur un camion, alors que tu n'as pas le niveau requis. Les ordres sont donnés verbalement, toujours dans des situations d'urgence. Tu le fais, en faisant très attention, car tu sais qu'en cas de problème, c'est toi qui prends tout. » ★
Correspondance cellule Rino della Negra

(1) Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité, il permet de valider la conduite d'engins de manutention.

Le monde agricole contre les traités de libre-échange

Cet été plusieurs permanences de députés LRM ont été visées par des actions de la FNSEA ou des Jeunes Agriculteurs suite au vote par l'AN de la ratification du CETA. S'ajoutant au traité Mercosur, la colère du monde paysan est montée d'un cran. Fait plutôt rare, toutes les organisations agricoles, FNSEA, Confédération paysanne, Coordination rurale... sont vent debout contre ces traités. Les raisons de l'opposition de chacune de ces organisations ne sont pas les mêmes et masquent des intérêts différents. Mais toutes dénoncent une concurrence déloyale entre les marchandises de pays qui n'ont pas les mêmes normes sociales et environnementales. Les organisations soulignent que le bœuf canadien est nourri aux farines animales et que les éleveurs utilisent des antibiotiques activateurs de croissance, deux choses interdites par les normes de l'UE. Ils ajoutent que le type d'organisation de la production de viande en France, basée principalement sur un modèle familial (en moyenne 60 vaches par exploitation) ne peut concurrencer les « feedlogs » canadiens (parcs d'engraissement) où 60 % des élevages possèdent 30 000 bêtes ! De plus, dixit la FNSEA (!), la

production agricole canadienne utiliserait 46 substances phytosanitaires interdites en France.

Idem pour l'importation de bœuf des pays d'Amérique latine et notamment du Brésil où le président Bolsonaro a réautorisé, depuis son élection, plus de 120 produits phytosanitaires, certaines organisations écologistes parlent, elles, de 239 sortes de pesticides !

De la même façon, ce traité établirait pour les produits agricoles une « distorsion de concurrence » puisque les normes sociales et environnementales ne sont pas les mêmes et par conséquent ces produits moins chers, détaxés, viendraient concurrencer la production agricole française.

Tous les agriculteurs, et notamment les éleveurs, ne seront pas tous impactés de la même manière ; ce seront les plus fragiles qui subiront de plein fouet les conséquences de ces traités et seront amenés à disparaître. Car il est évident que dans chaque pays, des deux côtés de l'océan, les plus gros monopoles, ceux de l'industrie comme ceux de l'agrobusiness tireront leur épingle du jeu. C'est d'abord pour défendre leurs intérêts que sont signés ces traités. ★

Sécheresse

Les éleveurs paient le prix fort

Le nombre de départements victimes de la sécheresse et des restrictions d'eau n'a cessé de s'allonger au cours de l'été. C'est aujourd'hui 87 départements où l'usage de l'eau est réglementé et, dans certains départements, limité aux usages prioritaires. Le centre de la France et tout particulièrement l'Allier, le Puy-de-Dôme, le Cantal, le Loir-et-Cher, le Cher, sont durement touchés. Certaines rivières, la Sioule, l'Allier, le Cher... ont des niveaux très bas mais on nous assure qu'il y a assez d'eau pour refroidir les centrales nucléaires au bord de la Loire !!!

Si la biodiversité en prend un coup, pour les éleveurs, les conséquences sont sévères : plus de nourriture pour leurs bêtes ; les pâturages sont grillés ; avec la chaleur les bêtes produisent moins de lait, mais elles ont besoin d'eau et de fourrage, fourrage que l'on va puiser dans les réserves de foin stockées pour l'hiver... Les éleveurs qui produisent souvent un peu de maïs pour nourrir leurs troupeaux ne feront pas de récolte : les épis, privés d'eau, n'ont pas grossi. Face à la détresse des éleveurs, le ministre de l'agriculture a annoncé quelques mesures : avance d'un milliard d'euros supplémentaires des aides de l'UE, de la Pac, qui viendront

le 16 octobre ; exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ; report des cotisations de la mutuelle agricole, la MSA. « Ces mesures permettront aux éleveurs d'avoir de la trésorerie au moment où ils devront acheter de la nourriture pour les animaux qui tapent actuellement dans les stocks et mangent le fourrage rentré pour l'hiver. »

Il faut éviter à tout prix que les éleveurs abattent leurs bêtes car la surproduction de viande, qui a déjà fait chuter les cours, ne ferait qu'empirer la situation.

D'autre part, le ministre annonçait début septembre la construction en 2019/2020 de 56 réservoirs pour capter l'eau de ruissellement collinaire. Cette mesure à très courte vue et qui risque, en plus, de ne pas suffire, vise principalement à satisfaire l'agriculture intensive, gourmande en eau ; elle est dénoncée non seulement par les écologistes mais aussi par tous les organismes de recherche et d'étude sur la question de l'eau. Ils y voient une mesure qui ne fera que retarder la mise en œuvre d'un plan d'ensemble visant à économiser la ressource ; ces mesures sont multiples et connues ; elles doivent être combinées : rotation des cultures, sélection de semences moins gourmandes en eau, préservation des zones humides,

MERCOSUR

L'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) a été signé le 28 juin par la Commission européenne. C'est le plus grand accord de libre-échange négocié par l'UE : il concerne un marché de 780 millions de citoyens ! Négocié depuis près de vingt ans, il prévoit l'élimination d'ici à dix ans de la quasi-totalité des droits de douane appliqués aujourd'hui sur les exportations d'un continent vers l'autre. En matière d'agriculture, l'UE a accepté un quota annuel d'importation de 99 000 tonnes de viande bovine (ce qui représente environ 1/3 de la production française), 180 000 tonnes de volailles, du sucre et de l'éthanol (pour les biocarburants) en provenance de ces pays d'Amérique du Sud. En retour, l'UE a obtenu un meilleur accès de ses entreprises aux marchés publics des pays du Mercosur et une protection de ses indications géographiques. Elle pourra exporter dans ces pays ses voitures, ses pièces détachées, ses produits chimiques, ses vins et spiritueux... sans taxes !

L'accord est conditionné au respect par le nouveau président du Brésil de l'accord de Paris sur le climat (Coop 21). C'est en vertu de cette disposition que Macron a fait part de son intention de ne pas le ratifier, « en l'état ».

Pour entrer en vigueur, cet accord doit être ratifié par chacun des Etats membres de l'UE et par le Parlement européen.

Aujourd'hui, en France, il est contesté par toutes les organisations syndicales agricoles et écologistes.

CETA

Cet accord de libre-échange entre l'UE et le Canada a été signé en septembre 2014.

Il est entré en vigueur – pour partie et de manière provisoire – il y a bientôt deux ans, après avoir été approuvé par le Parlement européen en février 2017.

Cet accord économique et commercial global (AECG) – en anglais CETA –, concerne 510 millions d'Européens et 35 millions de Canadiens. Il supprime notamment les droits de douanes sur 98 % des produits échangés entre les deux zones.

Il doit maintenant être ratifié par les trente-huit assemblées nationales et régionales des pays de l'UE. La ratification a été validée par l'Assemblée nationale de notre pays le 23 juillet dernier par une courte majorité (266 voix pour contre 213 voix contre ; 52 députés LRM se sont abstenus, quand 9 autres ont voté contre !). Dans les faits, plus de 90 % des dispositions du CETA sont déjà entrées en vigueur depuis septembre 2017, il s'agit des mesures qui relèvent des compétences exclusives de l'UE. Les dispositions restantes (10 %) relèvent à la fois de l'UE et des 28 Etats membres. Pour qu'elles s'appliquent il faut donc que chacun des 38 parlements nationaux et régionaux ratifie l'accord. Pour le moment, 14 pays l'ont ratifié, mais il suffirait qu'un seul pays vote contre pour que l'application préventive des 90 % du CETA soit stoppée.

réutilisation des eaux usées, colmatages des fuites sur les réseaux de distribution de l'eau, etc.

Les sécheresses ont eu tendance ces dernières années à se répéter : 2003, 2005, 2011, 2018... Et les spécialistes sont unanimes pour dire que ces phénomènes risquent fort de se répéter à intervalles réguliers avec plus ou moins d'intensité. Or, très peu d'agriculteurs sont assurés contre les risques de sécheresse ; cette dépense est trop lourde pour beaucoup. On peut donc s'attendre cette année à ce que la sécheresse participe de la liquidation de la frange la plus fragile de la paysannerie, et notamment des éleveurs.

Seuls les céréaliers et les producteurs

de vin tirent cette années leur épingle du jeu avec des rendements et une qualité au rendez-vous.

Avec la Confédération paysanne nous défendons une agriculture paysanne, respectueuse de l'environnement, des animaux, et qui garantisse aux agriculteurs un revenu qui leur permette de vivre décemment de leur travail ; une agriculture qui permette aux consommateurs d'avoir accès à des produits sains, à des prix raisonnables. Cette agriculture s'oppose à un système, celui de l'agrochimie, des monocultures intensives à grande échelle, à la grande distribution, aux banques,... c'est-à-dire au système actuel de production et d'échange. ★

La France participe à la militarisation de l'espace

Un nouveau concept est entré dans le vocabulaire des militaires en France : l'arsenalisation de l'espace. Il est utilisé à la place de celui de militarisation car, officiellement, on en reste à la doctrine de 1967 qui proscrit les armes de destruction massive dans l'espace. Mais, comme le dit la ministre Parly, ce traité n'exclut pas l'utilisation de satellites militaires. Et elle ajoute qu'au stade actuel de la doctrine, il n'est pas question de placer des armes en orbite, en transformant les satellites militaires en armes spatiales. Mais elle ajoute aussi qu'il faut renforcer leur « défense » – et celle des satellites vitaux pour les « intérêts nationaux » –, la « légitime défense » dans l'espace nécessite des capacités à détruire. Bref, la fameuse doctrine évolue à très grands pas, et pour cela, la ministre et les hauts responsables militaires distillent depuis des mois des informations sur les « approches » de satellites russes, des satellites d'observation et de télécommunication franco-italiens, sur les capacités des USA, de la Russie, de l'Inde, de la Chine... à détruire des engins spatiaux avec des satellites « tueurs ». Trump a donné le ton, début août, en annonçant la création d'« un commandement de l'espace », qui « s'assurera que la domination américaine dans l'espace ne soit jamais remise en

question ou menacée ». Il compte sur les « alliés traditionnels » : le groupe des « cinq grandes oreilles » (Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Canada, Australie, alliés proches dans le renseignement), sans oublier l'Allemagne, le Japon, la France, pour le suivre sur le terrain de la militarisation de l'espace et de la confrontation avec la Chine et la Russie. Macron suit le mouvement, tout en jouant la carte « française » et européenne, « complémentaire ».

La « carte » française

Si les annonces concernant la rénovation et l'accroissement du nombre de satellites militaires se sont multipliées dès 2018, le coup d'accélérateur a été donné par Macron, en juillet dernier, avec l'annonce de la mise en place d'un commandement militaire de l'espace, rattaché à l'armée de l'Air et sous le commandement du ministère de l'Air. A moyen terme, ce dernier devrait prendre le nom de ministère de l'Air et de l'Espace. Ce commandement, basé à Toulouse, centre névralgique de tout ce qui touche au spatial, a été inauguré par la ministre Parly début septembre. Elle a ainsi confirmé que le budget pour l'espace de 3,6 milliards déjà prévu dans la loi de programmation militaire 2019-2025,

pour le renouvellement des moyens existants, allait être complété par 700 millions destinés à acquérir des capacités complémentaires, « pour être capable de défendre ses moyens spatiaux d'ici 2030 ». Macron, qui ne cesse de dire qu'il n'y a pas « d'argent magique », s'est très fortement engagé, le 14 juillet, à garantir les moyens financiers de cette politique militaire de l'espace.

La création de ce commandement militaire de l'espace confère à l'armée de l'air la maîtrise totale des satellites militaires et met fin à l'actuelle cogestion par le CNES (Centre national d'études spatiales) et par le ministère des armées, pour que les militaires acquièrent « les compétences de mise en œuvre des satellites militaires français à la place du CNES ». Mais cette compétence va déborder vers la protection de satellites privés qui font partie de ce qu'on appelle le « new space » (1) et dont certains seront associés à des missions d'observation et de surveillance, et dès lors, considérés comme faisant partie de la défense nationale. La ministre Parly y a fait clairement référence lors de son discours du 25 juillet dernier. Mais c'est surtout le système de géolocalisation Galileo, le « GPS » européen, qui doit être « défendu » des agressions, des manœuvres d'es-

pionnage et de brouillage. Galileo, qui devrait être opérationnel en 2020, vise à assurer une autonomie vis-à-vis du système US du GPS (2). C'est un outil majeur pour toutes les armées, aussi bien sur terre, qu'en mer ou dans le ciel, basé notamment sur les systèmes de satellites.

Des moyens financiers, humains, technologiques considérables sont engloutis dans cette course aux armements et dans la militarisation tout azimut, au nom de la nécessité de « se défendre ». Ce sont les mêmes arguments pour justifier les armes nucléaires et le coup d'accélérateur donné aux armes nucléaires tactiques, celles qui relevaient de traités, comme celui qui vient de voler en éclats, entre les USA et la Russie, dans le domaine des missiles à moyenne portée. Raison de plus de travailler à faire grandir l'opposition à cette politique de guerre.

Le « new space » est composé de quelques entreprises ou groupes spatiaux privés (dont la société SpaceX du milliardaire Musk, ou la « Blue Origin » de Bezos, fondateur d'Amazon) qui mettent en orbite des satellites.

La Russie dispose de son propre système de satellites de géolocalisation, le Glonass et la Chine a mis en service en 2018 le système Beidou. ★

Service national universel (SNU)

Le gouvernement a tranché

Le bilan tiré par le gouvernement de la première expérimentation du SNU qui a concerné 2 000 jeunes de 15 et 16 ans, en juin dernier, est clairement affiché : non seulement on continue, mais on « monte en puissance ». Les objectifs : 30 à 40 000 en 2020, 150 000 en 2021 et 400 000 d'ici 2022, soit la moitié d'une tranche d'âge ! En 2023 ou 2024, l'objectif affiché des 800 000 jeunes signifie le passage à la phase obligatoire.

Blanquer et Attal, son secrétaire d'Etat chargé du déploiement du SNU, ont annoncé un budget de 700 millions d'euros pour 2022, une somme qui ne serait pas directement prise sur le budget de l'Education nationale, mais « dissociée », de façon à continuer à présenter le SNU comme relevant de ce ministère.

Le gouvernement veut donner rapidement une valeur légale à un service obligatoire qui encadre les jeunes mineurs. Il hésite entre un ajout à la constitution, qui ferait partie de la réforme constitutionnelle plus vaste, « le renouveau de la vie démocratique ». Mais il n'est pas sûr d'avoir une majorité de députés et de sénateurs pour le vote de cette réforme. Il

envisage donc d'organiser un vote d'une loi spécifique pour légaliser le SNU, une voie qui est beaucoup plus facile pour lui.

Pour ce qui est de son caractère obligatoire, Attal a nuancé, en parlant de la possibilité de le rendre obligatoire pour une partie des jeunes, avec un mécanisme de tirage au sort ou de la prise en compte du mois de naissance. Cette idée, qui rappelle le tirage au sort de conscrits du temps du service militaire, risque de soulever beaucoup de critiques, y compris de la part des partisans du SNU. Mais cela peut aussi être une manœuvre de diversion, pour que l'opposition qui se dessine se focalise et se divise sur cette question.

Attal et ses services n'en sont pas à une provocation près : ils ont payé des « youtubeurs » pour promouvoir le SNU et multiplient les photos en T-shirt labélisés, les interviews dans les médias. A cela s'ajoutent les reportages dans la presse régionale sur les jeunes qui ont passé les quinze premiers jours de ce service, et dont beaucoup se disent enchantés. On en oublierait le fait qu'ils et elles étaient des volontaires. On oublie la levée des couleurs tous les



matins, avec la Marseillaise, leur participation aux cérémonies du 14 juillet et l'appel qui leur a été fait de participer, en tenue, à toutes les cérémonies officielles, « patriotiques », dans les villes et les villages.

Dans une interview à la veille du 14 juillet, le chef d'état-major des armées, interrogé sur les difficultés de recrutement que rencontrent les armées, a insisté sur un aspect : « Ce qui attire les jeunes, ce n'est pas d'être un boulanger ou un médecin déguisé en soldat, c'est d'être un soldat ». Ces propos illustrent bien l'intérêt pour l'armée d'avoir un dispositif comme le SNU, pour « attirer » les jeunes dont elle a besoin. C'est pourquoi, elle met des cadres à la disposition du SNU, fournit des locaux.

Mais le projet du SNU ne se limite pas à cela. Il est contenu dans ce qu'a dit Macron, en avril déjà - donc avant la phase de test - quand il a affirmé que

le SNU « est indispensable à notre nation ». L'objectif général va donc plus loin : il est d'ordre idéologique, avec l'idée de gagner les plus jeunes à l'identification de chacun avec la nation, à travers notamment le drapeau, de la nécessité de la défendre contre toutes les attaques. Ce n'est pas un hasard si, au même moment qu'est lancé le SNU, la décision a été prise par Blanquer de mettre dans toutes les classes du primaire et du secondaire, un drapeau français et européen et d'afficher les paroles de la Marseillaise, qui glorifient une nation de guerriers et qui présente l'étranger comme un ennemi !

Comme l'ont dit des jeunes qui ont un autre idéal que celui de défendre la nation, qui développent la solidarité, et veulent transformer la société, combattre les inégalités, les discriminations, le « système » veut les embrigader à travers le SNU et isoler ceux qui le contestent.

Union européenne

Tout tangué !

Tandis qu'en Allemagne, Merkel est de plus en plus fragilisée, deux des plus grands pays de l'UE sont dans la tourmente : chute du gouvernement de Teresa May en Grande-Bretagne et arrivée de Boris Johnson pour conduire le Brexit, crise gouvernementale à rebondissements en Italie... !

Les situations sont différentes, mais elles ont beaucoup de points communs. Partout s'étale, en effet, au grand jour, l'expression d'une crise profonde de la démocratie bourgeoise et de ses formes de représentation traditionnelles : suspension du parlement en Grande-Bretagne, combinaisons honteuses en Italie où un parti populiste hétéroclite qui

pouvait faire illusion dans certains secteurs de gauche a d'abord joué le rôle de marchepied pour l'extrême-droite avant de servir de bouée de secours inespérée au Parti démocratique (PD), formation libérale centriste issue de l'ancien parti communiste italien ! Partout s'exprime un profond rejet populaire des institutions anti-démocratiques de l'UE, des politiques ultra-libérales, anti-ouvrières et réactionnaires dont elle est l'aiguillon et le symbole. Partout s'étale au grand jour la faillite et la crise des partis réformistes socio-libéraux et des droites qui conduisent ces politiques à tour de rôle ou en coalitions. Partout des partis populistes et d'extrême droite

se vendent comme des partis anti-système et anti-UE... Mais partout aussi se développent des résistances ouvrières et populaires : contre l'exploitation, le bafouement des libertés démocratiques ; contre la militarisation et les politiques de guerre, comme ce fut en particulier le cas à Gênes où les dockers ont bloqué l'embarquement des armes vendues à l'Arabie saoudite ; contre les grands travaux inutiles et dangereux, destructeurs de l'environnement, pourvoyeurs de profits pour les monopoles et les mafias économiques... Ce n'est pas un hasard si, en Italie, le gouvernement est tombé en lien notamment avec les oppositions populaires massives au TAV

Lyon-Turin et avec la contestation de la politique migratoire et sécuritaire de Salvini.

C'est dans ce contexte et à la suite d'élections surdéterminées par les différentes problématiques nationales et marquées par l'effondrement des partis traditionnels PPE et socio-démocrates que se sont engagées les tractations pour la mise en place de la Commission européenne et de sa présidente bien mal élue, Ursula von der Leyen. Les revers de la candidate de Macron, les divisions au sein du Parti populaire européen donnent une idée des contradictions et des divisions qui reflètent et nourrissent les difficultés d'une Union où tout tangué ! ★

Allemagne

Des dizaines de milliers de manifestant à Dresde, contre l'AFD, la division et la violence raciste

En Saxe et dans le Brandebourg, le parti néonazi anti-immigrés Alternative pour l'Allemagne (AFD) connaît d'important succès électoraux. Fort de ses résultats aux européennes, il espérait

gagner les élections régionales du 1^{er} septembre. Même si les conservateurs de la CDU (le parti de Merkel) et leurs alliés sociaux-démocrates au gouvernement ont encore perdu du terrain, ils n'y sont pas parvenus. La très grosse

mobilisation du 24 août à Dresde – entre 35 000 et 40 000 personnes –, confirme que c'est bien sur la mobilisation populaire et non sur les partis socio-libéraux et les fronts avec la droite qu'il faut compter. ★



Italie

« Un petit monstre politique »

À la mi-août, Matteo Salvini, patron de la Ligue, a demandé le vote d'une motion de censure pour faire tomber le gouvernement Conte dont il était encore vice-premier ministre, à part égale avec Luigi di Maio du Mouvement 5 Etoiles (M5S). Dans l'euphorie de ses résultats aux européennes et de ses coups de force contre les migrants, il voulait provoquer de nouvelles élections législatives à l'automne, dont il espérait tirer les pleins pouvoirs. Alors que le pays s'enfonce dans la crise, cela lui permettait également de ne pas avoir à assumer la responsabilité d'un budget menacé par les sanctions européennes et pourtant bien loin de concrétiser les promesses démagogiques d'amélioration de la situation économique de la population.

La fragilité de la coalition gouvernementale entre le M5S, formation populiste hétéroclite et la Ligue (ex-Ligue du Nord), formation d'extrême droite ultra réactionnaire, nationaliste et anti-européenne, anti-ouvrière et anti-immigrés, ne datait pas de cet été. Depuis sa mise en place au printemps 2018, divergences et contradictions n'avaient pas manqué : à propos du TAV (ligne Lyon-Turin), de l'autonomie de la

Lombardie, de la Vénétie et de l'Emilie-Romagne, de la « flat tax » et de la réforme du système fiscal, des relations avec l'UE...

Après plusieurs semaines, la crise de l'exécutif s'est achevée avec la mise en place d'un nouveau gouvernement qualifié par nos camarades italiens de « petit monstre politique ». Conte est reconduit comme Président du Conseil à la tête d'une nouvelle combinaison impliquant cette fois le M5S et le Parti démocratique. Pas de « pacte de gouvernement » comme avec la Ligue, mais un texte de 26 points beaucoup moins précis : « Le remplacement de la Ligue par le PD et LEU [« Libres et Egaux »] dans la coalition gouvernementale, entraîne des changements dans certaines politiques (politique migratoire, affaires étrangères, pour essayer de sortir de l'isolement international). Mais il ne change pas la nature de classe de l'exécutif et de sa ligne fondamentale, qui est anti-ouvrière, néolibérale, atlantiste et pro-européenne » souligne Piattaforma comunista dans l'édition de septembre de son journal *Scintilla*.

A Bruxelles, Berlin ou Paris, les dirigeants européens ont poussé un

grand soupir de soulagement en voyant s'écarter à court terme la perspective d'un gouvernement Salvini à la tête de l'Italie. L'oligarchie italienne y voit dans l'immédiat un moyen d'éviter la mise en œuvre de la « clause de sauvegarde » (une hausse automatique de la TVA en 2020, à hauteur de 23 milliards d'euros, imposée par les mécanismes européens), et une possibilité de relâchement de la pression communautaire sur le budget de l'Italie qui mise sur un plan d'investissements censé relancer une croissance. Mais le « miracle » risque de ne pas durer bien longtemps : « Malgré la bénédiction du Vatican, le gouvernement Conte bis sera un gouvernement faible et instable, avec peu de crédit parmi les masses laborieuses. La crise organique de la bourgeoisie italienne, incapable de trouver une quelconque issue aux conséquences de la crise et de son déclin historique, ne s'arrêtera pas avec cet exécutif qui poursuivra l'agression sur les conditions de vie et de travail des masses prolétariennes et populaires, suscitant de plus en plus leur mécontentement et leur protestation. » Ce qui sera déterminant dans cette situation, c'est la mobilisation du mouve-

ment ouvrier et populaire : « **Ne laissons pas l'opposition entre les mains de Salvini ! La chute inévitable du gouvernement Conte bis doit être l'œuvre de la classe ouvrière et non des militants de la Ligue et de fascistes !** [...] Notre attitude doit être claire : ne pas soutenir et ne pas suivre les populistes libéraux, mais travailler pour diriger les ouvriers et les autres travailleurs exploités contre les libéraux-populistes et contre les droites ! Le développement du front unique de lutte prolétarienne, de l'unité d'action à la base, contre les patrons et les dirigeants syndicaux qui voient l'occasion de revenir dans la concertation, en maintenant la paix sociale et en trompant les travailleurs sur un changement de politique gouvernementale, est de la plus haute importance. [...] La partie la plus avancée et consciente du prolétariat a pour tâche d'orienter et de diriger la lutte en indiquant la perspective de la rupture révolutionnaire avec un système moribond, en resserrant des liens de classe, en avançant sur la base des principes marxistes-léninistes dans la construction d'une solide Organisation communiste, embryon du futur Parti. » ★

Campagne pour la libération immédiate des enfants palestiniens prisonniers d'Israël

De nouveaux outils pour amplifier la campagne

La population de Gaza a été soumise une fois de plus à une situation particulièrement difficile en termes d'approvisionnement, Israël bloquant la distribution de l'aide financière de dix millions de dollars qu'apporte tous les mois le Qatar. Après des tirs de roquettes non revendiquées, Israël a bombardé plusieurs sites du Hamas jusqu'au déblocage des fonds et de la distribution de carburant la semaine dernière au cours d'une relative accalmie. A quelques semaines des élections législatives israéliennes, les Palestiniens restent les boucs émissaires du combat que livre Netanyahu pour rester au pouvoir. Malgré les issues plus rapides des dernières grèves de la faim, le sort des prisonniers palestiniens n'a pas progressé. Huzaiifa Halabiya vient d'entrer dans son soixantième jour de grève de la faim, rejoint par cinquante autres pri-

sonniers pour protester contre les détentions administratives arbitraires. Quant au plan de paix américain, il est au point mort et le bras droit de Jared Kushner chargé du dossier, Jason Greenblatt, vient de démissionner, signant son incapacité à faire accepter aux Palestiniens un plan qui laisse le champ libre à Israël pour s'accaparer totalement la Palestine.

Dans ce contexte, la campagne pour la libération de tous les enfants palestiniens prisonniers d'Israël a un rôle important dans le soutien à la lutte du peuple palestinien. Après le succès de la tournée de Nadeem, jeune palestinien de Jérusalem emprisonné à 3 reprises alors qu'il était mineur, et d'un avocat d'Addameer fin 2018 ; après le succès des rassemblements organisés à l'occasion de la journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques le 17

avril 2019, la campagne a gagné en ampleur. L'engagement actif des organisations de solidarité avec le peuple palestinien notamment a permis à la campagne de s'ancrer au niveau national. La pétition lancée l'an dernier a recueilli jusqu'à présent quelque 15 000 signatures **mais il en faut beaucoup plus** pour peser sur un gouvernement qui, tout en prétendant défendre le droit du peuple palestinien à un Etat, ne cesse de donner des marques de soutien à Netanyahu et à sa politique de colonisation et de répression du peuple palestinien. Comme l'an dernier, le collectif de campagne sera présent à la fête de l'Humanité au stand de l'AFPS et interviendra sur plusieurs autres pour faire connaître la situation des enfants prisonniers et diffuser largement le matériel pour poursuivre et élargir encore la campagne. ★

Le matériel à disposition

La **pétition** disponible en version papier et à la signature électronique sur le site.

La **Newsletter** sur l'actualité de la campagne et de la situation des enfants prisonniers. Deux numéros sont déjà parus : N°1 sur la tournée de Nadeem, N°2 sur les initiatives autour de la journée internationale des prisonniers politiques. Ils sont disponibles sur le site.

La **brochure** « *Enfances brisées - Les enfants palestiniens, cible privilégiée de la répression israélienne* », réalisée par la Plate-forme des ONG pour la Palestine (2 €)

Le **badge** de la campagne (2 €)

Un très beau **T-shirt** illustré par un dessin créé et offert pour la campagne par le dessinateur Tardi, vendu au prix de 13 €

Tous les documents de la campagne sont consultables et téléchargeables sur le site liberez-enfants-palestiniens.fr.

Toulouse

Algérie : le mouvement populaire mis en débat

Le dimanche 30 juin, l'organisation du PCOF de Toulouse organisait, en fin de journée, à la pizzeria Belfort, un « repas-débat » sur le thème : « Algérie, mouvement populaire et situation politique, où en est-on, quels enjeux, quelles perspectives ? ».

Une vingtaine de personnes ont répondu à l'invitation et ont participé à un échange autour de ces questions.

La salle avait été décorée d'une trentaine de photos réalisées par nos amis Algériens sur le mouvement actuel en Algérie, mettant en évidence la mobilisation des masses populaires et de la jeunesse ainsi que leurs revendications. Le décor était planté !

Notre camarade Annie, porte-parole du parti sur le département, a introduit cet échange en expliquant pourquoi le PCOF avait pris l'initiative de cette soirée : l'importance de ce mouvement, les liens étroits qui lient nos deux peuples, et notre volonté de travailler à la solidarité entre eux. Elle a donné ensuite la parole au responsable du lieu, le camarade Hafid, pour introduire le débat en rappelant brièvement l'histoire récente de l'Algérie auquel il a été, lui-même et sa famille, intimement lié. Il est reparti de la contribution du peuple algérien aux deux guerres mondiales pour en venir à la situation actuelle en rappelant ce que fut la guerre d'Algérie et, à partir de son expérience propre, le

rôle des travailleurs immigrés algériens dans notre pays.

Les interventions ont été très nombreuses, beaucoup voulant s'exprimer pour donner leur analyse des faits passés et actuels et il a fallu très vite organiser la prise de parole.

Un jeune participant a expliqué qu'avec plusieurs autres jeunes de la ville ils avaient créé en février un collectif « Algérie Démocratique Toulouse » pour se faire le porte-parole des revendications du peuple algérien. Ce collectif a organisé un voyage en Algérie pour toucher du doigt la réalité du mouvement dans le pays avec la volonté de faire un film sur ce qu'il se passe là-bas comme sur le mouvement de solidarité ici en France. Une jeune étudiante algérienne, membre de cette association, a répondu à la question d'une participante qui s'interrogeait sur le bien-fondé de cette démarche : « *La diaspora algérienne a une place importante à prendre ; on a fui le système pour partir étudier en France, on a notre mot à dire sur ce qu'il se passe et un rôle à jouer pour relayer le mouvement ici* ».

Un ami français a rappelé les liens étroits entre la nomenclature algérienne, la caste des militaires algériens, et l'impérialisme français.

Si certains participants algériens à ce débat voulaient surtout s'exprimer sur leur propre analyse de l'histoire de l'Algérie depuis la guerre d'indépendance, tous étaient d'accord sur le

fait qu'on assistait en ce moment à un mouvement populaire puissant à caractère principalement démocratique, où la jeunesse et les femmes jouent un rôle important. Certains regrettaient que les revendications sociales, ouvrières, ne soient pas plus présentes, mettant l'accent sur le fait que ce mouvement a un caractère petit bourgeois : « *il n'est pas révolutionnaire, il n'a pas de charpente idéologique* ». Contre ceux qui niaient l'existence d'une classe ouvrière en Algérie, d'autres affirmaient qu'elle existait bel et bien et qu'à travers la revendication « *on veut du travail* », elle essayait de se faire entendre, indiquant qu'il existait un mouvement pour se réapproprié l'UGTA confisquée par le régime. Nous savons, nous, que la classe ouvrière a aussi intérêt à faire aboutir les exigences démocratiques de ce puissant mouvement.

C'est pourquoi nous avons insisté sur ce qu'a représenté la lutte du peuple algérien pour les anti-impérialistes en France, notre sang mêlé sur les champs de batailles, mais aussi pour ceux qui ont eu le courage de se placer aux côtés des combattants algériens pour leur indépendance.



Alger, manifestation des personnels de santé

Aujourd'hui le peuple algérien, dans l'unité, s'est mis debout et d'une seule voix réclame « *système dégage* » ; certes, ce n'est pas encore une révolution et en face de lui se dressent de nombreuses embûches, mais il fait preuve d'une étonnante maturité ; faisons lui confiance et quelle que soit l'issue, rien ne sera plus comme avant. Apportons-lui notre solidarité pleine et entière dans sa lutte pour une Algérie démocratique.

S'il a fallu mettre fin au débat, les échanges se sont encore poursuivis de façon informelle par petits groupes autour du partage de pizzas.

Une initiative encourageante qui invite notre organisation, comme l'a indiqué Annie dans sa conclusion, à reconduire ces échanges à intervalles réguliers autour d'autres questions d'actualité. ★

Correspondance

Extraits du Communiqué du Parti communiste des travailleurs du Danemark (APK)

Impérialisme US hors du Groenland !

« L'annulation par le gouvernement US de sa visite d'Etat au Danemark, les 2 et 3 septembre derniers, a fait les gros titres, à cause notamment de la raison invoquée : le fait que l'impérialisme étasunien ne pouvait pas acheter le Groenland pour un certain prix comme le souhaitaient le président US et la Maison Blanche.

Cette proposition indécente a bien sûr suscité l'incrédulité et la colère des habitants du Groenland et du peuple danois dans son ensemble. (...) La situation a forcé le gouvernement social-démocrate, les partis politiques du parlement danois et ceux du Groenland à répondre ouvertement que le Groenland n'était pas à vendre. »

Rappelant et dénonçant le statut de semi-colonie du Groenland vis-à-vis du Danemark, le texte poursuit : « La réalité d'aujourd'hui a placé le Groenland et l'Arctique au centre de la lutte entre deux superpuissances, les États-Unis et la Chine, pour la domination du monde. Les droits sur les nombreux minéraux, le gaz et le pétrole, auxquels le changement climatique a facilité l'accès, deviennent une question de sécurité. Le développement d'infrastructures telles que les aéroports et les nouvelles

voies réservées aux navires devient une question de sécurité, car l'impérialisme américain exige directement et à travers l'OTAN un contrôle total impliquant l'exclusion des investissements chinois.

Pour assurer le contrôle du Groenland, le gouvernement danois doit jouer sur deux tableaux : être un allié loyal de l'impérialisme étasunien et ne pas apparaître en même temps comme l'ancienne puissance coloniale aux yeux du peuple du Groenland. C'est pourquoi la première ministre danoise, Mette Frederiksen, dans sa réponse officielle aux médias danois, a pris soin de déclarer que le Groenland avait dit non à la vente et que le gouvernement danois avait donné son accord.

Dans le même temps, la première ministre a déclaré que le Danemark et les États-Unis partageaient le même intérêt stratégique en matière de sécurité dans l'Arctique, au Moyen-Orient et ailleurs, où l'armée danoise opérait dans le cadre de la coalition de guerre américaine, l'OTAN. (...) La militarisation du Groenland et de l'Arctique a une longue et cruelle histoire remontant à la Seconde Guerre mondiale. A cette époque et pendant la guerre froide, l'impérialisme américain agis-

sait comme s'il possédait déjà le pays et y a placé des bases militaires, des armes nucléaires strictement interdites par la loi danoise, des usines de missiles, des radars, etc. De grandes installations militaires secrètes et des villes entièrement armées sous les glaces, sont maintenant mises au jour avec le changement climatique ainsi que les déchets nucléaires déversés.

Une autre question qui intervient dans la rivalité pour le contrôle du Groenland est le rôle de l'Union européenne. Le Danemark est un État membre et le seul pays de l'Union européenne à avoir des frontières et des terres dans l'Arctique, la Norvège et le Groenland ne faisant pas partie de l'Union européenne. Le Groenland a quitté l'UE en 1985 après un référendum populaire en 1982 et jouit maintenant d'un statut de « Territoire associé à l'UE », à l'instar d'un certain nombre d'anciennes colonies françaises, néerlandaises et britanniques des Caraïbes et de l'océan Pacifique, avec un important partenariat géopolitique. Il y a quelques semaines à peine, le gouvernement danois a mis en place le premier contrôle de la frontière Schengen dans le nord-est du Groenland.

Que le président Trump ait ou non annulé sa visite à Copenhague, il n'est pas le bienvenu étant un représentant de l'impérialisme US. De nombreuses organisations – d'étudiants, de femmes, du mouvement anti-guerre, anti-impérialiste, de syndicats – ont organisé des manifestations et des protestations qui vont perdurer à une plus petite échelle.

Ce ne sont pas des manifestations anti-Trump qui se réduiraient à une opposition à "Trump le fou" mais contre l'impérialisme américain, ses guerres et ses crimes contre les peuples, sa surenchère militaire et son hégémonie. Contre l'OTAN en tant qu'arme de l'impérialisme en particulier l'impérialisme danois. Ces mobilisations se font en solidarité avec tous les peuples qui combattent en ce moment l'impérialisme, par exemple le peuple du Venezuela, en solidarité avec le droit du peuple du Groenland à disposer de son propre Etat indépendant et à décider de son futur.

Le gouvernement social-démocrate du Danemark a fait des promesses à Trump qu'il attendait et a même tendu la joue pour se faire frapper par l'arrogante superpuissance impérialiste. » ★

Soudan

Un compromis fragile

La manifestation populaire du 30 juin a été la plus importante jamais organisée au Soudan. Ce jour-là, le peuple soudanais a montré aux généraux du Conseil militaire de transition (TMC) que les massacres perpétrés par les paramilitaires, le 3 juin, n'avaient pas découragé sa lutte contre le retour d'une dictature militaire.

C'est l'ampleur de la mobilisation qui a contraint les militaires à reprendre les négociations avec l'Alliance pour la liberté et le changement (FFC). Un compromis a été signé entre le mouvement populaire et l'armée le 18 août, compromis qui organise le pouvoir lors d'une période de transition de 39 mois.

A la tête de l'Etat, un **Conseil souverain** composé de 11 membres dont 6 civils et 5 militaires est mis en place avec une direction tournante. Ce sont les militaires qui assureront la première présidence de ce Conseil pendant 21 mois, les civils prendront la relève les derniers 18 mois. Les attributions de ce Conseil souverain ne sont pas très claires. Les négociateurs du FFC espéraient en faire un organe de représentation, cérémoniel, et que le pouvoir réel serait exercé par le gouvernement dirigé

par un **premier ministre** et par une **assemblée** qui doit être mise en place dans les 3 mois. En réalité, les rapports entre le premier ministre et le Conseil souverain ne sont pas clairement définis. Ce qui est sûr, c'est qu'on est loin du mot d'ordre central des manifestants : « *Tout le pouvoir aux civils* ».

Sur le papier, les militaires sont minoritaires au sein du Conseil, mais deux principaux dirigeants du TMC y siègent, dont le général Abdel Fattah Abdallah Bourhane qui a réprimé avec une violence inouïe la révolte dans la province du Darfour en 2003 et, surtout, le sinistre Mohamed Hamdan Daglo dit « Hemetti », dirigeant des forces paramilitaires, responsable entre autres des 150 morts du 3 juin. Certes, ils ont accepté un premier ministre civil, mais le compromis précise que les ministères de la Défense et de l'Intérieur sont réservés aux militaires.

Mais la présence militaire ce n'est pas seulement des généraux, tous nommés par l'ancien dictateur, Al-Bachir ; c'est 70 % du budget national ; ce sont des centaines d'entreprises contrôlées par les services de renseignement ou l'armée ; ce sont des centaines de milliers de travailleurs

et de militaires qu'il faudra reconverter... Il faudra des hommes de conviction et de l'argent pour démanteler ce pouvoir militaire. Le Conseil souverain a nommé l'économiste Abdallah Hamdok comme premier ministre. Au sein des forces populaires, beaucoup doutent de sa capacité et de sa volonté à s'imposer face aux poids lourds de l'armée, d'autant plus qu'il n'est pas l'émanation du mouvement de résistance populaire. Parmi les manifestants, certains parlaient de traduire les criminels devant les tribunaux. Or non seulement les responsables des crimes de sang ne sont pas sanctionnés mais ils sont promus à des postes de commandement.

Le contenu du compromis mécontente tout particulièrement les femmes qui ont été à la pointe du combat pour les libertés et souvent plus nombreuses que les hommes. Elles exigeaient la parité. Or, dans le Conseil souverain, elles ne sont que deux sur onze et l'une d'entre elles est la représentante de la minorité chrétienne copte, inconnue des manifestants. Beaucoup veulent continuer la lutte pour obtenir la parité et s'inquiètent pour leur avenir de femmes militantes.

Quinze jours après sa nomination, le premier ministre Hamdok n'a toujours pas réussi à former son gouvernement, de nombreuses forces refusant d'y participer, en particulier l'Association des professionnels soudanais (APS) qui a conduit la lutte clandestine contre le tyran déchu Al-Bachir. Or, des décisions urgentes doivent être prises : l'Etat a besoin d'argent pour faire face aux menaces de pénuries alimentaires. La population exige aussi un procès rapide contre le dictateur. Le premier ministre saura-t-il résister aux sirènes de l'Arabie Saoudite, des Emirats arabes unis et de l'Egypte qui proposent leur aide et leurs conditions après avoir soutenu Al-Bachir puis les généraux du TMC et qui ont tout fait pour que l'armée garde l'intégralité du pouvoir ?

Le peuple soudanais a su faire preuve de courage et a montré sa détermination pour se débarrasser d'un terrible dictateur. Nul doute que, dans cette phase de transition confuse et dans un environnement régional défavorable, il poursuive sa marche en avant pour la conquête des libertés individuelles et collectives et vers le progrès social. ★

La lutte révolutionnaire contre la réaction et l'impérialisme en Amérique latine

L'impérialisme US est de retour. C'est un des points sur lequel les organisations révolutionnaires, les partis marxistes-léninistes, ont mis l'accent lors des rencontres qui ont eu lieu en Equateur, en juillet dernier. Il y a eu le 23e séminaire « Problèmes de la révolution en Amérique latine », qui a rassemblé plus de 35 partis et organisations politiques, syndicales, organisations de femmes et de la jeunesse, puis la conférence régionale des partis et organisations marxistes-léninistes. Les deux déclarations sont sur notre site.

Mais si l'impérialisme US, sous l'impulsion de Trump, veut regagner des espaces économiques, diplomatiques, géostratégiques gagnés par des rivaux impérialistes, à commencer par la Chine, il veut surtout étouffer les mouvements populaires de résistance qui se développent, liant le combat contre les régimes autoritaires, fascistes, pratiquant une politique néolibérale très agressive à celui contre la domination de l'impérialisme US. Les mobilisations contre la corruption et pour la condamnation des dirigeants corrompus s'inscrivent dans cette dynamique. Celles des peuples des Caraïbes (Haïti, Porto Rico...), qui sont passées sous silence par les médias, viennent rappeler la dimension anticoloniale du combat de ces peuples. Et que ni la Guyane, ni la Martinique ou la Guadeloupe « n'appartiennent » à la France, comme l'oublie tant de dirigeants politiques, comme Macron, qui revendique la dimension amazonienne de la France !

Déclaration politique de la Réunion des partis et organisations marxistes-léninistes d'Amérique latine et des Caraïbes (extraits)

Nous constatons l'approfondissement des processus entamés il y a des années, qui entraînent des changements des rapports entre les forces politiques au niveau de plusieurs gouvernements et dans le domaine social. Dans plusieurs pays, des régimes qualifiés de « progressistes », d'« alternatifs », de « socialistes du XXI^e siècle » avaient été mis en place ; ils étaient parrainés par des secteurs bourgeois ayant des positions en faveur du développement capitaliste. Mais ces secteurs ont perdu de leur influence et ont été supplantés par des secteurs traditionnels de la bourgeoisie ayant ouvertement des positions politiques de droite.

Ce phénomène ouvre la porte à l'impérialisme étasunien, qui vise à récupérer les domaines disputés par la Chine, particulièrement dans les pays où se sont établis les soi-disant gouvernements progressistes.

Les États-Unis n'ont pas perdu leur hégémonie dans la région : ils n'ont pas cessé d'être le principal centre du commerce de l'hémisphère et le point de départ des plus importants investissements vers la région. L'Amérique latine, comme toutes les régions de la planète, est le théâtre de disputes inter-impérialistes pour le contrôle de marchés. Les États-Unis et la Chine ne sont pas les seuls pays à avoir des intérêts particuliers et à les défendre : des puissances impérialistes tels que le Canada, les pays d'Europe et la Russie sont également entrées dans ce jeu.

La situation actuelle dans la région se caractérise par l'application des politiques néolibérales.

Les différences d'application de celles-ci d'un pays à l'autre sont minimes, mais les mesures et les objectifs adoptés sont les mêmes partout : augmenter les taux d'exploitation capitaliste en adoptant des mesures et des lois qui précarisent les emplois, restreignent et éliminent les droits syndicaux, réduisent les budgets de l'État dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la sécurité sociale, privatisent les entreprises d'État au moyen de termes et de chiffres qui essaient de dissimuler cette réalité. Ces politiques visent, en substance, à enrichir encore plus certains secteurs de la grande bourgeoisie locale, à favoriser le capital financier impérialiste et à accroître la dépendance par rapport à l'étranger.

Nous soulignons l'exacerbation des problèmes sociaux. **La migration a des conséquences et des proportions jamais vues auparavant dans notre hémisphère.** L'exode vers les États-Unis se heurte aux mesures réactionnaires mises en œuvre par le gouvernement de Donald Trump (et reprises par certains gouvernements d'Amérique centrale). Elles mettent en évidence la pensée xénophobe, nationaliste et de défense de la suprématie blanche de celui-ci. La pauvreté, le chômage et le sous-emploi, le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'éducation, à la santé, au logement, ainsi que la violence à l'égard des femmes ont augmenté et ont atteint des niveaux jamais vus auparavant. Les politiques extractivistes imposées à nos pays aggravent les conséquences sur l'environnement.

(...)

Ces phénomènes renforcent notre conviction que ces problèmes ne peuvent être réglés dans le cadre du système en vigueur. Non seulement le social-réformisme, le néolibéralisme, le « progressisme » et les autres courants politiques bourgeois ont échoué quand ils ont été appliqués par les gouvernements, mais ces systèmes sont directement responsables de ce qui se passe. Seule la révolution sociale du prolétariat a la capacité historique de résoudre les graves problèmes qui affectent les travailleurs et les peuples.

(...)

Nous portons une attention particulière à certains phénomènes politiques actuels qui se distinguent par leur complexité.

Au Venezuela, les travailleurs et le peuple continuent d'être les victimes de la politique interventionniste agressive de l'impérialisme des États-Unis, de l'Union européenne et des dirigeants des pays qui acceptent de se soumettre à leurs diktats. La grave crise économique, politique et sociale qui règne dans ce pays est due au blocus impérialiste, au boycott de la droite, à l'incapacité du gouvernement du Parti socialiste uni du Venezuela de Maduro de prendre en mains et de résoudre les problèmes des masses. En son sein existe une tendance néolibérale qui propose la privatisation. Les intérêts d'autres puissances, telles que la Chine et la Russie, interviennent dans le développement de cette crise. Seule une politique d'indépendance de classe permettra à la classe ouvrière et au peuple de déterminer une solution véritablement souveraine et populaire pour mettre fin à la crise actuelle. Nous appelons les travailleurs et les peuples d'Amérique latine et du monde à organiser des actions de solidarité selon le mot d'ordre : « Le peuple vénézuélien résiste et lutte contre l'agression impérialiste ».

Au Brésil, la victoire électorale de Jair Bolsonaro, fervent propagandiste d'idées ultraréactionnaires et fascistes, et partisan de l'utilisation de moyens répressifs et de groupes paramilitaires pour assurer le contrôle social, a conduit certains secteurs à affirmer l'arrivée du fascisme dans ce pays et dans le continent. Bien que Bolsonaro dispose de l'appui du pouvoir judiciaire, des forces armées et de la grande bourgeoisie, il n'a pas réussi à réaliser son objectif parce que les travailleurs, la jeunesse et les

peuples du Brésil ont su réagir en manifestant dans la rue contre les mesures antipopulaires du régime et en dévoilant clairement la contradiction qui oppose le mouvement populaire aux forces fascistes.

Il est clair que les idées ultraréactionnaires se répandent dans le monde entier, et que leur influence se développe dans certains pays. Il est de notre devoir de les démasquer, de les extirper du mouvement de masse où elles apparaissent.

(...)

Dans tous les continents, les peuples luttent pour réaliser un changement social et bâtir un monde nouveau. Récemment, **l'Algérie et le Soudan** ont été le théâtre de rébellions populaires combattives, qui ont renversé des gouvernements réactionnaires et répressifs. Dans ces pays, la lutte se poursuit pour défendre la démocratie, les droits politiques et la réalisation des revendications populaires. D'autre part, ces jours-ci, le **peuple portoricain** a forcé le gouverneur corrompu Ricardo Roselló à démissionner au terme d'une lutte qui visait également le combat pour l'indépendance nationale. Nous sommes solidaires de ces peuples, entre autres du peuple haïtien, qui lutte jour après jour contre la faim, le chômage, la corruption, ainsi que contre l'oubli auquel on essaie de le soumettre. Nous sommes solidaires des peuples des Antilles, qui vivent encore soumis au colonialisme.

La réunion a rendu hommage au camarade Osman, révolutionnaire internationaliste turc, récemment décédé, et a exprimé sa solidarité avec les camarades d'EMEP. Elle a également commémoré la fondation de l'Internationale Communiste par Lénine il y a cent ans. ★

Quito, Équateur, le 29 juillet 2019

Parti communiste révolutionnaire de Bolivie, Parti communiste révolutionnaire - Brésil, Parti communiste de Colombie (marxiste-léniniste), Parti communiste marxiste-léniniste d'Équateur, Parti du travail des États-Unis, Parti communiste du Mexique (marxiste-léniniste), Parti communiste péruvien (marxiste-léniniste), Parti communiste du travail - République dominicaine, Parti communiste marxiste-léniniste d'Uruguay, Parti communiste marxiste-léniniste du Venezuela, Parti des travailleurs de Tunisie, Parti du travail de Turquie.

Burkina Faso : retour des assassinats ciblés de militants**La marche de la révolution ne sera pas brisée !**

Les dirigeants actuels du Burkina qui, pour la plupart, ont tous fait leurs classes sous Compaoré, n'ont pas perdu les vieilles habitudes : « engagements non tenus par le gouvernement » dénoncés par l'Unité d'Action Syndicale ; corruption (illustrée encore récemment par l'affaire du « charbon fin », tentative d'exportation frauduleuse de métaux précieux avec une complicité au sommet de l'Etat), attaques contre la liberté de réunion et de manifestation, état d'urgence..., mais aussi, à présent, retour des liquidations ciblées de militants.

L'assassinat, le 31 mai dernier, dans la province du Yagha (Sahel) de CISSE Fahadou et BALMA Hama, deux responsables de l'ODJ (Organisation Démocratique de la Jeunesse) marque, de ce point de vue, un « tournant

important », selon le PCRV (Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque).

Dans un contexte de chaos politique (attaques terroristes, déplacements de populations, fermetures d'écoles et d'hôpitaux, désordres dans les casernes...), ceux qui refusent « l'union sacrée » sont taxés d'irresponsables et « d'apatrides » par le pouvoir MPP qui mobilise tous ses relais pour faire croire que tout a changé, que c'est maintenant la démocratie et qu'il faut donc être raisonnables et patients, tous unis contre le terrorisme !

Malgré les intimidations et les menaces, les mobilisations sociales et populaires continuent pourtant à se développer. Les grèves se succèdent dans divers secteurs, et en particulier dans la santé. L'Unité d'Action

Syndicale (UAS) se renforce. Des rassemblements ont été organisés, le 31 août, sur tout le territoire national en préparation des marches-meetings avec préavis de grève annoncées pour le 16 septembre... Des rassemblements et des manifestations se sont multipliés cet été dans toutes les régions pour dénoncer l'assassinat de CISSE Fahadou et BALMA Hama... Dans une déclaration du 1^{er} juillet, le Comité central du PCRV l'analyse comme un « crime d'Etat exécuté par des escadrons de la mort » et explique « pourquoi ce crime et pourquoi maintenant ».

Nous en publions de larges extraits et invitons nos lecteurs à la faire connaître largement.

Ce sont, en effet, les intérêts économiques, politiques et militaires de l'impérialisme français qui dictent sa

« feuille de route » à l'Etat néocolonial burkinabè. Et c'est précisément cette « feuille de route » que combattent les forces démocratiques, anti-impérialistes et révolutionnaires qui travaillent à la mobilisation et à l'organisation des travailleurs de la ville et de la campagne, de la jeunesse populaire et de l'ensemble du peuple burkinabè. C'est notre devoir, mais c'est aussi de notre intérêt de faire connaître leurs combats et de les soutenir.

**Impérialisme français, bas les pattes du Burkina !
Armée française hors d'Afrique, hors du Sahel, hors du Burkina !**



PCRV

**DENONÇONS LES ASSASSINATS DU YAGHA
EXIGEONS LE DEMANTELEMENT DES ESCADRONS DE LA MORT !
Déclaration du Parti Communistes Révolutionnaire Voltaïque**



PCRV

[...] Le crime de Sebba du 31 mai 2019 entre dans le cadre des assassinats ciblés de militants et responsables d'organisations démocratiques qui luttent pour des libertés politiques et démocratiques, pour la défense des droits économiques et sociaux des populations, de défenseurs des droits humains, d'activistes qui « dérangent » le pouvoir et ses alliés, voire d'opposants politiques. [...] C'est l'œuvre d'escadrons de la mort qui opèrent au vu et au su et sur ordre du pouvoir du MPP et de ses alliés dont les animateurs sont des habitués de ces pratiques criminelles sous Blaise COMPAORE, avec les milices armées à leur service, le recrutement et l'utilisation de mercenaires, la mise sur pied d'unités spéciales chargées des basses besognes... [...]

Pourquoi ce crime et pourquoi maintenant ?

[...] Au Yagha, ce crime s'explique par le travail remarquable de l'ODJ pour sensibiliser, conscientiser, organiser les masses qui, par les plateformes revendicatives et leurs luttes pour les droits politiques économiques et sociaux, portent des coups très importants sur plusieurs plans à la bourgeoisie et cela constitue un exemple dangereux. [Le PCRV cite ici « la bataille pour le contrôle des ressources naturelles que sont l'or et la terre qui a été remportée provisoirement par le peuple du Yagha en chassant le hobereau KINDO Adama et en réduisant les rentes que rece-

vaient les dignitaires du pouvoir central au niveau local ». Il rappelle que « la lutte des populations du Yagha, à laquelle l'ODJ, les démocrates et les révolutionnaires de la zone ont joué un rôle actif, a démasqué les leaders et chefs locaux qui soutenaient les hobereaux locaux, dont Adama KINDO qui disposait de ses propres prisons où il enfermait les masses, qui pillaient les populations avec le concours des Forces de Défense et de Sécurité locales. »]

Les objectifs visés par la bourgeoisie à travers ce crime d'Etat

Il s'agit de terroriser le peuple pour le soumettre, briser l'esprit de l'insurrection qui s'accroît pour restaurer un Etat néocolonial fort au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme principalement français. Le procès du putsch contre-révolutionnaire et contre-insurrectionnel de septembre 2015 en cours a montré clairement qu'il ne s'est par agi du putsch "le plus bête" comme certains le racontent, mais d'une action mise en œuvre par une fraction importante de la bourgeoisie réactionnaire avec le soutien de l'impérialisme français et les valets de la sous-région comme les Macky SALL du Sénégal, Alassane OUATARA de Côte d'Ivoire, les FAURE du Togo et autres. C'est la résistance de notre peuple qui a fait échec à ce plan odieux qui est toujours en exécution dans notre pays avec les attaques terroristes. Le crime du Yagha n'est par un incident local et

un fait isolé. Ce n'est pas non plus un problème uniquement local : il s'agit d'une nouvelle étape dans l'aiguinement de la lutte des classes dans notre pays.

C'est le début de l'exécution d'un plan sordide et criminel contre le mouvement démocratique et révolutionnaire en vue de briser la révolution qui est en marche dans notre pays. Déjà des menaces pèsent sur des membres des organisations de masse, notamment de l'ODJ et cela dans toutes les régions du pays : que l'on se souvienne des déclarations "va-t'en guerre" du Président de l'Assemblée nationale, des déclarations de l'ancien et du nouveau premier ministre qui s'en prennent tous aux organisations des travailleurs, taxent d'apatrides tous ceux qui s'opposent à la politique du pouvoir et refusent - ou sont tout simplement sceptiques - son "union sacrée" contre le terrorisme.

A cela il faut ajouter les textes récemment adoptés par l'Assemblée Nationale sur le Code pénal, le texte en discussion sur la liberté de presse, qui illustrent le tournant fascisant pris par le pouvoir MPP sous le couvert de la lutte antiterroriste, terrorisme instrumentalisé par la bourgeoisie et l'impérialisme pour agresser les peuples de notre pays. [...] Incapable de faire face à la situation socio-économique désastreuse des populations, le pouvoir MPP et ses alliés s'engagent dans la voie des attaques ciblées, des exécutions sommaires et de masse, pour faire taire les personnes et les organisations capables de porter les préoccupations

des populations. L'utilisation d'escadrons de la mort traduit la faillite du pouvoir, son incapacité à lutter efficacement contre le terrorisme, la négation de l'Etat de droit, et constitue une évolution extrêmement dangereuse pour la classe ouvrière et le peuple, avec son cours fascisant.

[...] Ce crime ne saurait rester impuni. Les commanditaires et ceux qui l'ont exécuté doivent répondre de leurs actes. Par les assassinats ciblés contre les organisations démocratiques et révolutionnaires et leurs militants, le pouvoir failli et pourri du MPP a déclaré la guerre contre la classe ouvrière et le peuple. La jeunesse populaire et le peuple doivent s'organiser pour donner la riposte appropriée. [...] La seule alternative au terrorisme, à la faillite du néocolonialisme notamment français et de l'Etat néocolonial, est l'Unité Populaire, c'est-à-dire l'unité des classes et couches populaires, des démocrates et révolutionnaires, qui ont intérêt à un changement véritable contre l'impérialisme principalement français et les classes bourgeoises réactionnaires et pour un changement révolutionnaire en faveur du peuple. Notre peuple peut relever ce défi. **Honneur et gloire aux martyrs ! Toute la lumière sur les crimes crapuleux ! Non au terrorisme sous toutes ses formes ! Démantèlement des escadrons de la mort ! Notre peuple uni sous la direction du PCRV vaincra ! Pain et liberté pour le peuple ! Vive le PCRV !** »

1^{er} juillet 2019,
Le Comité Central